

Norman Palma

Considérations sur le règne d'US dollar
et sur la formation du système
de la monnaie unique européenne

1) Introduction

La crise du système monétaire international que nous connaissons est le résultat de tout un processus de crise monétaire, dont le point de départ se trouve dans les crises économiques de l'époque libérale classique. Nous allons dans cette introduction chercher à résumer ce processus. Donc, ce mouvement qui va de l'apparition du monométallisme, avec la fin du bimétallisme, au règne du billet vert.

Dans la tradition historique, le métal jaune servait à garantir les échanges au niveau international, tandis que l'argent métal garantissait le papier monnaie qui circulait au niveau interne. Le papier monnaie est apparu en Chine en 1024, avec la dynastie Song : 960-1279. En Angleterre, le papier de banque va apparaître avec les County banks en 1680, comme conséquence de la loi de l'Habeas Corpus, du 27 mai 1679. Cette institution, résultat de la sécurité juridique, va donner naissance à un système bancaire de dépôt et d'émission. Ce qui va permettre le dépassement du mercantilisme et l'apparition du capitalisme. Donc de ce système marchand où la monnaie va développer, à travers le crédit, un niveau d'efficacité très élevé, donnant ainsi naissance à ce qui est convenu d'appeler le système capitaliste. C'est-à-dire à ce système qui grâce à l'épargne, va permettre le crédit et l'investissement à une échelle de plus en plus importante. Max Weber (1864-1920) pense, pour sa part, que le système capitaliste est le résultat de l'esprit du protestantisme. Karl Marx (1818-1883) de son côté, considérait que le capitalisme était le résultat du développement du profit et du dépassement de l'accumulation primitive du capital.

Nous pensons, de notre côté, que c'est la sécurité juridique de l'Habeas Corpus Act, du 27 mai 1679, qui va permettre l'apparition des banques de dépôts et, donc, le phénomène de l'épargne, du crédit et de l'investissement. C'est précisément ce que John Locke va développer dans ses célèbres Considerations, de 1691, où il nous dit qu'il ne s'agit pas uniquement de tenir compte de la quantité de monnaie, mais aussi de sa vitesse de circulation. Laquelle vitesse de circulation est le résultat du crédit. Permettant ainsi d'élever le niveau d'efficacité de la monnaie. Il convient de rappeler à ce niveau là que dans le monde précapitaliste, le crédit était interdit, ce qui va permettre le développement de l'usure. Par conséquent, dans le

mercantilisme – dans l'ordre précapitaliste -, la circulation de la monnaie était bloquée par la thésaurisation et par l'usure. De sorte que les banques régionales vont permettre une élévation du niveau d'efficacité de la monnaie, par le biais du dépôt et du crédit. Ce qui va donner lieu à la révolution industrielle en Angleterre à partir de 1700. Et, donc, au développement du libéralisme et du libre-échange.

De sorte que la sécurité juridique de *l'Habeas Corpus Act* va permettre le développement d'un côté, du libéralisme politique, et de l'autre, du libre-échange au niveau du marché international. Par conséquent, la loi de *l'Habeas Corpus* permet d'un côté l'apparition de l'individualisme et du pluralisme – avec l'émergence des partis politiques, les Whigs et les Tories (les libéraux et les conservateurs) -, ce qui mène à l'apparition de l'État de Droit, avec la Déclaration des Droits du 23 février 1689, et de l'autre côté, *l'Habeas Corpus* permet l'émergence du processus de l'accumulation élargie, par le biais de l'épargne, du crédit et de l'investissement.

C'est, donc, le changement institutionnel de la sécurité juridique, qui va donner naissance au monde moderne. Rappelons à ce propos que la philosophie politique grecque avait déjà compris que l'individualisme mène au pluralisme et que le pluralisme donne naissance à l'État de Droit. Donc, à ce processus politique qui va de l'État de droit à l'État de justice, en passant par l'État démocratique. Mais, ce processus restera à l'état du devoir-être. Et c'est la sécurité juridique instituée par la loi de *l'Habeas Corpus* qui va concrétiser la logique de ce mouvement.

Ceci dit, revenons à la dimension économique de ce processus et rappelons que le capitalisme va se développer à partir de l'Angleterre et va donner au niveau international la doctrine du libre-échange. Plus précisément, d'un ordre où les pays excédentaires – la Grande Bretagne en l'occurrence – tendaient à fonctionner en libre-échange, tandis que les pays déficitaires tendaient à pratiquer le protectionnisme. Mais, il convient de comprendre que la logique de cet ordre était, à la base, la manifestation des automatismes du règne de l'étalon-or. Car les pays excédentaires pouvaient importer facilement des biens, tandis que les pays déficitaires étaient limités à ce niveau là. De là, la nécessité pour ces derniers de pratiquer le protectionnisme, pour ne pas tomber dans le surendettement. Donc, à la base, ce système tendait à s'autoréguler d'une manière englobante. Par conséquent, le marché – qui est le résultat des besoins que nous avons les uns des autres – ne

pouvait se réguler que grâce à l'étalon-or, propre au bimétallisme. Ici, dans ce système, la logique du marché global correspondait à la logique de l'être social. Pour laquelle logique, l'universelle détermine le particulier, et les particuliers – en l'occurrence, les nations – sont conditionnés par l'universel. Ce qui veut dire concrètement que l'argent métal était lié à l'or, par une parité extrêmement stable, qui fut, grosso modo, de 11 pour 1 au premier siècle de l'ère chrétienne, ainsi que pendant toute l'époque du Califat de Bagdad (750 à 1258). Ce n'est qu'avec la Conquête des Amériques que nous allons assister à une rupture de cette parité, comme conséquence de la grande production d'argent métal dans ce continent et particulièrement du côté de la mine de Potosi – dans l'actuelle Bolivie – et de la mine de Zacatecas, au Mexique. Le fait est qu'au début du dix-neuvième, le rapport de change était de 16 pour 1, comme nous le rappelle Alexandre Von Humboldt.

Pour Aristote, la monnaie est une nécessité. Pour cette raison, il nous dit : qu'il n'y a pas de vie sociale sans échange ; échange sans égalité, et égalité sans commune mesure. Mais, la monnaie est le produit de la convention. De sorte que dans le monde précapitaliste, nous avons, d'un côté, la monnaie qui est représentée par l'argent et la méta-monnaie qui est objectivée dans l'or, sous sa forme non frappée : le « gold bullion », l'or brut déterminé par son poids. Actuellement, l'or non frappé est la barre d'or de 10 kilos, qui est l'unité de réserve des banques centrales. Puis, l'or monétaire existe sous la forme de lingots (1 kilo) et de pièces, qui sont l'instrument de thésaurisation des personnes physiques et morales privées. Nous constatons le même phénomène en ce qui concerne l'argent métal. Puis, il y avait le papier monnaie, qui va commencer à exister en Angleterre sous la forme de papier bancaire (billets de banque) et garanti par les réserves métalliques de ces banques. Mais, c'est à partir de 1844 que la Banque d'Angleterre va assumer le monopole de l'émission monétaire. Quoique ce papier sera, par la suite, garanti uniquement par l'or. Car la Grande-Bretagne passa en 1821, du bimétallisme au monométallisme. Donc, au patron-or anglais, et ce jusqu'à 1914, avec la Première Guerre Mondiale.

Pour ce qui est du passage du bimétallisme au monométallisme, il convient de remarquer qu'il fut le résultat du fait qu'à l'époque la Grande Bretagne était la première puissance économique du monde, et l'importance de ses réserves d'or lui a permis de mettre l'argent métal entre parenthèse et, donc, de passer au monométallisme.

Marx est le premier théoricien à avoir observé la première manifestation d'une crise économique internationale. Dans une lettre du 28 décembre 1848, au journaliste russe Annenkov, il lui signale que cette crise économique internationale, de 1825, était la manifestation du fait que le système capitaliste était devenu une entrave au développement des forces productives. Ce qui voulait dire, concrètement, que, pour lui, ce système s'acheminait vers un raccourcissement des cycles de crise, pour arriver à la crise finale. En réfléchissant, de cette manière, aux événements économiques de son époque, Marx ne faisait qu'adopter la dialectique hégélienne, selon laquelle le vrai est le tout, et le tout est ce qui s'accomplit à travers son développement. Le processus historique est ainsi ce mouvement d'accomplissement qui va de la barbarie à la civilisation et dont chaque moment – mode de production – disait Marx – est supérieur à celui qui le précède, et inférieur à celui vers lequel il tend. C'est ainsi que le système féodal est inférieur (productivement) au système capitaliste. Par conséquent, le système capitaliste doit être nécessairement inférieur (productivement) au système communiste. Donc, le système social vers lequel, selon Marx, le monde de production capitaliste tend à s'accomplir.

Le fait est que Marx ne fait pas le rapport entre le processus de démonétisation de l'argent métal qui était alors en marche et les crises de surproduction qu'il constatait. En d'autres termes, Marx n'a pas compris que le processus de démonétisation de l'argent métal devait conduire à une réduction de la base monétaire globale et, donc, au développement d'un phénomène de surproduction généralisé. Ceci d'autant plus que l'argent métal représentait à l'époque quelque chose comme le tiers du stock monétaire global.

Cette cécité de Marx ne peut pas s'expliquer, si on ne tient pas compte du fait que pour lui la monnaie est la manifestation de la vénalité et de la prostitution universelle. A la différence d'Aristote qui voit dans la monnaie une manifestation du droit – et, en tant que telle, la colonne vertébrale du social –, Marx considère que la monnaie doit disparaître, pour arriver dans la société communiste, à l'objectivation du temps de travail, en tant qu'étalon universel.

En effet, la théorie de la valeur-travail de Ricardo va occuper l'horizon de la pensée de l'époque. Keynes va dire, à ce propos, avec raison, que la théorie de la valeur travail va s'imposer à l'époque, comme l'Inquisition va dominer le siècle d'or

espagnol. En tout cas, Marx n'a pas compris d'un côté que les métaux précieux sont l'objectivation du travail simple, et que, de l'autre, le temps nécessaire à la production n'est pas le seul facteur qui ajoute de la valeur aux marchandises ; que le transport, la distribution, la commercialisation et la vente ajoutent aussi de la valeur.

Le fait est que les cycles de surproduction vont connaître, entre 1825 et 1914, trois phases bien distinctes qui sont liées aux problèmes de la base monétaire internationale. La première période est celle qui va de 1825 à 1873. Pendant cette période, les crises sont modérées. C'est avec la deuxième période, 1873 à 1894, que ces crises sont particulièrement fortes ; de telle sorte qu'il fut question de la grande récession. Car entre 1871 et 1873, l'Allemagne, la France et les États-Unis vont passer au monométallisme. Puis, pendant la troisième phase, nous allons assister à un adoucissement de cycles économiques, à cause de la découverte et la production d'or en Afrique du Sud et en Australie. Cette période fut celle de la Belle Époque.

2) Le règne de l'étalon-dollar

Le système de l'étalon-or pré 1914 est, comme nous l'avons souligné, un ordre qui s'autorégule d'une manière englobante. Mais, ce monde n'a pas réussi à créer une Communauté de Nations capable de réguler les conflits par le biais de la négociation, comme l'avait signalé Kant. Car, comme disait Aristote, toute communauté sociale existe en vue de favoriser les échanges et en vue de lutter contre les injustices réciproques. L'étalon-or (anglais) a permis, comme nous l'avons vu, le développement des échanges suivant la logique du rapport entre le libre-échange et le protectionnisme. A l'intérieur de ce système il y avait des règles non-écrites comme étaient, d'un côté, l'interdiction des subventions à la production et aux exportations, ainsi que le protectionnisme de la part des nations excédentaires, et de l'autre , le tabou de la thésaurisation de l'or par les banques centrales. Puisque selon la pratique monétaire de l'époque chaque banque centrale devait émettre de la monnaie en fonction des réserves or. Comme va le faire la Banque d'Angleterre à partir de 1844, lorsqu'elle assume le monopole de l'émission monétaire.

Par conséquent, ce que ce monde n'a pas compris, c'est le fait que le politique trouve son accomplissement dans la dimension cosmopolitique : dans la communauté des nations. De sorte que l'absence d'une instance supranationale de négociation, va conduire à l'affrontement des grandes puissances européennes dont le but était la domination de l'autre.

Certes, au sein de ce monde, la dimension du politique avait réussi à faire son chemin, grâce à la Révolution anglaise et à la Révolution française. Chacune de ces révolutions va participer à la consolidation du processus de politique. La première grâce à l'idée de la sécurité juridique, comme nous l'avons souligné plus haut, et la deuxième, grâce à l'idée de la suprématie des principes. Le principe de l'égalité est la valeur supérieure des temps modernes, comme va le souligner plus tard Alexis de Tocqueville. Quoi qu'il convient de remarquer que cette idée de l'égalité par nature, développée par Grotius (1583-1645) et Pufendorf (1632-1694), reste en deçà de la pensée de la philosophie politique grecque, selon laquelle l'égalité entre les êtres humains réside dans un principe ontologique, suivant lequel, comme le dit Aristote, dans La Métaphysique, B : le singulier est ce qui est un numériquement, tandis que l'universel est ce qui se manifeste en première instance dans toute singularité. De sorte que tout être humain – masculin ou féminin, blanc ou noir, etc., etc. – est un être humain. Pour cette raison, les latins disaient que l'homme est un homme pour l'homme : *Homo homini homo*.

Cependant, du fond de la philosophie politique grecque nous arrive l'idée de l'égalité en dignité de tous les êtres, à travers le concept de *l'isothymia* ; qui fut exprimée lors de la Réforme de Clisthène (-507 à -501). De sorte que l'égalité en dignité (*l'isothymia*) est le minimum éthique à partir duquel se construit le processus du politique. Donc, le mouvement qui va de *l'isonomia* à *l'isocratia*, et, par conséquent, à la création d'une communauté d'égaux. Le problème est que la philosophie politique de l'époque du libéralisme classique n'avait pas encore renoué avec cette réflexion fondamentale. C'est-à-dire du fait que le processus du politique est la concrétisation de la substance éthique de l'humain. Car, pour le libéralisme classique, le politique est le processus qui à travers la loi du plus grand nombre réalise la démocratie représentative. Tandis que pour la philosophie politique grecque, l'État de droit crée les conditions de l'égalité juridique. Ce qui mène à *l'isocratia*, à la communauté de citoyens. Donc à la démocratie. Puis, suivant la

logique de la pensée aristotélicienne, la réalisation de la justice contributive et de la justice distributive, crée les conditions d'une communauté sociale nivelée. Donc, de l'État de justice.

Tout ceci pour expliquer que le monde qui va émerger après la Première Guerre Mondiale n'est pas un univers accompli du point de vue de la pensée. Curieusement c'est un monde où, comme va le dire plus tard Sartre, le marxisme va se présenter comme l'horizon indépassable de l'esprit du temps. La Révolution de 1917 fut la tentation de l'époque, avec l'avènement du Front Populaire en France et la République en Espagne. Bien que ce soit la dérive fasciste qui va marquer cette époque et particulièrement sa version Nazie, dans ce monde pris dans les violents sacs et ressacs de la Grande Crise. Car l'après guerre va s'enfoncer dans le raccourcissement des cycles économiques. Le monde du dix neuvième, comme nous venons de le voir, n'a pas su résoudre le problème du dépassement du bimétallisme, et encore moins donner corps à l'idée d'une Communauté des Nations, capable de résoudre dans la négociation le grand problème du temps : la crise économique dans lequel va s'enfoncer le monde de la post guerre.

La Première Guerre Mondiale va conduire à l'effacement de la Grande Bretagne comme première puissance économique du monde. Ce sont les États-Unis qui vont s'imposer comme la grande puissance économique. Et avec l'avènement de cette puissance, nous allons assister au dépassement de la logique du libre échange de l'époque du libéralisme classique. Et pour comprendre la logique de ce mouvement, il convient de regarder les réserves or. En effet, la Réserve Fédérale créée le 23 décembre 1913, va se trouver en peu de temps avec la réserve or la plus importante du monde. C'est ainsi qu'au moment de sa création, la Réserve Fédérale contrôlait 15% des réserves or du monde. Puis, pendant la guerre, ces réserves vont augmenter considérablement. Car les États-Unis, en dehors du champ de bataille, pour l'essentiel de la période de la confrontation, vont se transformer en atelier et en grenier du monde. De sorte qu'à la fin 1918, la Réserve Fédérale possédait déjà presque 30% des réserves or du monde.

Tout indique que par la suite, après la guerre, la Réserve Fédérale va continuer à augmenter ses réserves d'or, à cause de ses excédents commerciaux. Mais, une partie importante de ces réserves n'était pas monétisée. De sorte que

nous allons assister à une politique de thésaurisation, de désactivation des réserves or des États-Unis, sous la direction d'Andrew Mellon, Secrétaire du Trésor, entre 1921 et 1932. Rappelons qu'à l'époque, le Secrétaire du Trésor était la personnalité la plus importante dans le domaine de la politique monétaire aux États-Unis. Nous constatons la même chose pour ce qui est de la période de la Présidence de Roosevelt, avec Henry Morgenthau.

Le fait est que selon Neal Ferguson, la Fed contrôlait en septembre 1932, 40% des réserves or du monde. (L'Irrésistible ascension de l'argent, Éditions Perrin, 2011, Paris, p. 157). Et cette accumulation sera de 44% en 1933, lorsque Roosevelt décida de démonétiser l'or – avec la *Confiscation Act*, du 5 avril 1933 -, mettant ainsi fin au règne de l'étalon-or. Cette interdiction de l'or monétaire par Roosevelt va faire qu'en 1934, la Fed Contrôlera 66% des réserves or du monde entièrement démonétisées. Qui seront déposées pour l'essentiel à Ford Knox, au Kentucky, à partir de 1937. En effet, pendant la Deuxième Guerre Mondiale, la chambre forte, en acier et en béton, située sous l'édifice principal, conservait la principale partie des réserves or des États-Unis. Lesquelles réserves étaient en 1945, de l'ordre de 75% de l'or monétaire international. Quelque chose comme 21.700 tonnes. Le reste se trouvait alors dans les caves de la Réserve Fédérale de New York.

Il s'avère, dès lors, que les États-Unis ont pratiqué une politique de thésaurisation de l'or qui est la cause principale de la terrible contraction des échanges que l'humanité a connu entre les deux guerres. Ce qui est, comme nous l'avons souligné, contraire à l'esprit du libéralisme classique. Bien évidemment, le moment principal de cette politique fut la *Confiscation Act* du 5 avril 1933. Car elle va démonétiser la totalité de l'or circulant alors dans la première puissance économique du monde. Ce dont curieusement les grands économistes du monde de l'époque – comme Keynes, Schumpeter, Hayek, Robbins, Rueff et Polanyi, pour ne parler que des plus référencés -, n'ont pas parlé et surtout accordé l'importance de cet événement qui va donner naissance à la première phase du règne de l'étalon-dollar.

Certes, cette politique sans précédent, aurait dû au moins étonner ; ne serait ce que par les peines que l'*Exécutif Order 6102* – l'autre nom de cette loi – imposait à tous ceux qui ne rendaient pas leur or monétaire, à un échange de 20,67 dollars l'once. La peine encourue pouvait aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement et 10.000

dollars d'amende. Mais, puisque la valeur de l'once d'or était de 20 dollars, cela voulait dire que l'amende maximale pouvait être l'équivalent de 500 onces d'or. Donc, avec une once d'or à 1.400 dollars, cela donne 700.000 dollars actuels.

Donc, ce qui va s'imposer avec Roosevelt, c'est l'idée non pas de monétiser l'or en réserve, mais de la démonétiser totalement, de la thésauriser, pour dominer le monde. Et c'est précisément ce qui va permettre le développement du règne de l'étalon-dollar que nous connaissons depuis lors. Par conséquent, le règne du privilège exorbitant, comme le disait de Gaulle, que nous connaissons depuis 1933.

Si on se pose la question de savoir : d'où est venue cette idée ? La réponse est simple : des *Protocoles des Sages de Sion*. Plus précisément, de ce faux, écrit en 1901 par la police secrète de l'Empire Russe (l'Okhrana). Et où il est dit que les banquiers juifs cherchaient à thésauriser l'or du monde, pour le dominer. Ce qui est très naïf, car les banquiers – sous le règne de l'étalon-or, où les banques émettaient le papier des banques, comme aux États-Unis avant la création de la Fed en 1913 – avaient besoin de faire travailler l'or pour vivre. Donc, le fait est qu'on ne sait pas précisément comment cette idée a pris la forme que nous découvrons clairement avec la loi du 5 avril 1933. Mais, le fait est que ce que les banquiers ne pouvaient pas faire, un État avec des réserves or considérables pouvait lui le faire. Curieusement, Keynes a perçu cette possibilité dans La Réforme Monétaire, de 1923. Où il dit : « Il ne faut pas que nous négligions la possibilité d'une démonétisation partielle de l'or par les États-Unis ». (Éditions du Sagittaire, Paris, 1924, p.104).

En tout cas, Keynes n'a pas développé cette intuition qui lui aurait permis de comprendre qu'il ne s'agissait pas d'une démonétisation partielle, à laquelle on allait assister, mais à une démonétisation totale, qui va permettre à Roosevelt de créer le système de l'étalon-dollar. Mais, avant d'expliquer la logique de ce processus, il convient de rappeler qu'à l'époque, les États-Unis vont développer aussi une politique protectionniste et une politique de dumping.

En ce qui concerne la politique protectionniste, nous avons affaire à deux moments essentiels. Tout d'abord à la Fordney-Mc Cumber Tariff Act de 1922 qui taxe les importations de 38%. Puis, le célèbre Smooth-Hawley Tariff Act, du 17 juin 1930, qui taxe les importations de 59%. Ce qui fait qu'à partir du 17 juin 1930 – peu

après la secousse boursière d'octobre 1929 -, les produits importés devaient payer une taxe de 97%. Ce qui va conduire à la contraction du marché international, de quelque chose comme 60%. Et, donc, au développement des politiques autarciques. Donc, le fait que chaque puissance impériale va s'enfermer avec ses colonies, suivant le modèle anglais de la préférence impériale ; qui fut une réponse à la politique protectionniste des États-Unis.

Mais, comme nous venons de l'indiquer, la politique protectionniste trouve son complément dans la politique du dumping. Plus précisément, dans la politique des subventions à la production agricole et aux exportations. Ce qui fut l'objet de l'Agriculture Marketing Act du 15 juillet 1929. Par conséquent, le Président Hoover (1929-1933) va développer la politique de rupture avec le libéralisme classique – du règne de l'étalon-or – et cette politique va trouver son accomplissement sous la présidence de Roosevelt, peu après son arrivée au pouvoir, avec la Confiscation Act, du 5 avril 1933.

Par conséquent, nous avons affaire à un processus de rupture qui a commencé en 1921-1922 et qui va s'achever en 1933. Qui va, donc, commencer avec la thésaurisation de l'or monétaire et le protectionnisme – avec le Tariff Act de 1922 -, pour donner naissance au New Deal de Roosevelt. Plus précisément, à l'apparition du Welfare State – l'État providence – de Roosevelt. Et c'est justement la démonétisation de l'or qui va permettre à Roosevelt de réaliser sa politique. C'est-à-dire une politique subventionnée par la planche à billets et par le privilège exorbitant. Car, avec la démonétisation de l'or, par Roosevelt, le dollar devint de facto la monnaie de réserve internationale.

Ce qui veut dire concrètement que la politique sociale de Roosevelt n'est pas fondée sur l'idée de la relance par le déficit budgétaire et des grands emprunts chers à Keynes, mais bien par une politique fondée sur le privilège monétaire, avec laquelle vont se trouver les États-Unis. En tout cas, c'est armé de ce privilège que Roosevelt va créer des grands travaux, avec la Tennessee Valley Authority (T.V.A), le 18 mai 1933. Puis, la Social Security Act de 1935 et, enfin, Fannie Mae, la grande institution de refinancement hypothécaire de 1938. Il est important de remarquer que la Welfare State de Roosevelt, n'a rien à voir avec l'idée aristotélicienne de l'État de justice, et encore moins avec le principe aristotélicien selon laquelle la justice réside

dans l'équité des Accords. Son secrétaire du Trésor, Henry Morgenthau, avait tendance plutôt à dire : ce qui est bon pour les États-Unis, est bon pour le monde. Or, Morgenthau est la personne qui aura le rôle principal en ce qui concerne le problème de l'ordre monétaire international.

Le fait est que pendant que Roosevelt arrange l'ordre de son monde à partir du privilège monétaire, les autres pays ont décidé de se réunir à Londres le 12 juin 1933. La Conférence de Londres va réunir 66 pays. Certains étaient pour le retour à l'étalon or, ce fut le cas de la délégation française. Roosevelt quand à lui, considéré comme l'Hégémon, ne participera pas à cette rencontre et enverra une lettre transmise par son représentant, son secrétaire d'État Cordell Hull, dans laquelle il dit ne pas vouloir revenir aux vieux fétiches des grands banquiers internationaux : l'or et l'argent. Rappelons que, pour sa part, Keynes avait déjà dit dans La Réforme Monétaire, de 1923, que l'or était déjà « une relique barbare ». (Op. cit, p. 106).

Ceci dit, il est important de signaler que lors de cette rencontre les anglais se sont prononcés pour la dévaluation compétitive. Mais, d'une manière générale, deux positions se dégageaient : Ceux qui étaient pour des accords de libre-échange et ceux qui militaient pour le protectionnisme, ce qui fut le cas des puissances fascistes et de l'Union Soviétique. En réalité, plus que le protectionnisme, il s'agissait pour ces puissances de pratiquer l'autarcie. Le délégué nazi, le ministre de l'agriculture Alfred Hugenberg dévoile, lors de cette Conférence, le projet national socialiste qui consistait à faire de l'Allemagne une grande puissance industrielle, grâce à la conquête de l'espace vital des pays slaves, qui étaient considérés par les nazis comme des sous-hommes ; mais, d'où ils pouvaient tirer les matières premières nécessaires à leur puissance économique. Hitler qui s'installait alors doucement au pouvoir, fût obligé de le désavouer et l'obligea à démissionner. Mais l'essentiel est que le projet avait tout d'abord pour but l'extermination des peuples qu'ils appelaient nuisibles – les juifs et les gitans, ainsi que les communistes et les homosexuels – pour ensuite opérer la conquête des pays slaves pour exploiter leurs terres avec les populations soumises, et exterminer tous les autres. Les japonais vont essayer de faire de même en extrême orient et les italiens suivent l'exemple dans la corne de l'Afrique.

De sorte que la Conférence de Londres de juin 1933, n'a apporté aucune solution à la crise en cours. Ça avait été un coup d'épée dans l'eau. Et ce, au moment où la communauté internationale en avait le plus besoin. Car l'absence d'ordre monétaire ne peut mener qu'à la guerre commerciale et à l'hégémonie des plus forts. C'est la raison pour laquelle la solution à ce problème sera renvoyée à plus tard. Ce qui fut la finalité même de la rencontre de Bretton Woods, du 1^{er} au 22 juillet 1944.

Il convient de rappeler qu'avant cette rencontre, le billet vert avait été dévalué par rapport à l'or avec la Gold Réserve Act, du 31 janvier 1934. C'est ainsi que l'once d'or va passer de 20\$ l'once à 35 dollars l'once. Taux de change qu'il va garder jusqu'au 18 mars 1968. Il est important de rappeler que cette dévaluation fut l'œuvre de Henry Morgenthau, le nouveau Secrétaire du Trésor. En effet Morgenthau, un proche de Roosevelt remplaça William H Woodin à ce poste, le 1 janvier 1934. Ce qui veut dire concrètement que dans cette histoire monétaire des États-Unis, il y a eu deux grands Secrétaires du Trésor entre 1921 et 1945 : Andrew Mellon et Henry Morgenthau. Entre les deux, il y a eu Odgen Mills et William Woodin, qui ont exercé quelques mois. Ceci est important d'en tenir compte, si nous voulons comprendre la logique de ce processus qui va conduire au dépassement du règne de l'étalon-or (anglais) et à la consolidation du règne de l'étalon-dollar. Donc, à l'ère de la pax-américaine.

Certes, dans ce processus, on a donné une place très importante à Roosevelt. Or, en réalité le 32^{ème} président des États-Unis n'était pas versé dans le domaine de l'économie. Ce qu'a pu constater Keynes, lorsqu'il le rencontre pour la première fois le 28 mai 1934. (The Battle of Bretton Woods, Benn Steil, Princeton University Press, 2013, p.87). Le fait est que la légende de cette histoire nous présente un Roosevelt armé de grandes connaissances économiques et inspiré par la pensée keynésienne. Et dans la réalité on découvre un homme qui ne comprenait pas grand-chose à l'économie et qui, pendant la préparation et la négociation de 1944, a donné carte blanche à son Secrétaire du Trésor ; lequel va la donner à son adjoint Harry Dexter White. Et c'est White le véritable architecte des Accords de Bretton Woods, en opposition totale aux élucubrations de Lord Keynes. Quoiqu'à l'époque les élites anglaises pensaient que les américains n'étaient pas très réveillés intellectuellement parlant. C'est ainsi qu'un jour à Washington « Lord Halifax once whispered to Lord

Keynes, it's true they have the money bags, but we have all the brains ». (Op. cit. p.4).

En tout cas, nous savons dans cette histoire, qui mène au développement de l'étalon-dollar, que Morgenthau voulait faire du billet vert "the basic unit of exchange for the whole world after the war". (Ibidem., p. 126). Et, pour sa part, « while some fought to make silver a monetary complement to gold, White's personal obsession was making the dollar as good as gold". (Ibidem, p. 214). Ce qui veut dire concrètement que lors de la rencontre à Bretton Woods, il y avait des personnes, des délégations, qui parlaient de retour au bimétallisme, ce que l'histoire officielle a toujours caché. Pour elle, en effet, il n'y avait que deux plans qui pouvaient être discutés : le plan White d'un dollar garanti par les réserves d'or des États-Unis et le plan Keynes de création d'une monnaie de réserve internationale : le bancor.

En ce qui concerne la « Super national Bank Money » - dite Bancor -, rappelons que Keynes avait laissé tomber ce projet -, car il n'a pas réussi à lui donner la forme nécessaire. C'est la raison pour laquelle dans une de ses lettres, il dit que c'était un « dog of mixed origine ». (Ibid, p. 186). Puis, quelques jours plus tard, le 23 mai 1944, il dira qu'il avait réduit « the essens of his plans to that of a dead dog ». (p. 186).

A présent, si nous essayons de réfléchir aux possibilités qu'il y avait d'orienter le système du pré-Bretton Woods, il est vrai qu'il n'y avait que deux solutions : soit le garder tel qu'il était, soit introduire la modification de White : c'est-à-dire le système du change or : le « gold exchange standard ». Par conséquent, soit garantir l'US dollar avec les réserves or des États-Unis, soit ne pas le faire. En 1933, lors de la Conférence de Londres, il aurait été possible de sauvegarder l'étalon-or, sous la forme de l'étalon-or international. C'est-à-dire à l'époque il aurait fallu utiliser l'or uniquement pour les échanges au niveau international, et les monnaies papier pour les échanges au niveau interne. Mais, cette éventualité n'aurait plus été possible en 1944, car le déséquilibre était trop grand. C'est la raison pour laquelle il est cohérent de dire qu'en 1944, la solution de White était la plus raisonnable.

Ce n'est donc pas un hasard si la création de ce système a permis les 30 glorieuses. Époque pendant laquelle la redistribution de l'or monétaire va s'opérer. En tout cas, il est clair que le retour pur et simple à l'étalon-or pré 1914 n'était pas

viable, car c'était retrouver les cycles économiques du dix-neuvième. D'ailleurs actuellement, comme on va le voir par la suite – à la fin de cette réflexion – l'étalon-or international est le seul chemin de la raison. Car une monnaie nationale ne peut pas jouer le rôle de monnaie internationale sans lui accorder le pouvoir dans le monde – le privilège exorbitant, dont parlait de Gaulle - ; donc, non seulement le pouvoir d'acheter les biens et les services du monde avec du simple papier, mais aussi la possibilité de déterminer l'économie, le droit et la politique internationaux.

Certes, le chemin choisi par White était le plus raisonnable, mais il conduisait nécessairement à la réduction des réserves or des États-Unis. Ce que les responsables américains vont très vite comprendre. Et c'est la raison pour laquelle il sera accusé d'avoir eu des rapports avec des espions soviétiques. Et c'est la cause pour laquelle il devra démissionner brusquement de son poste au FMI, le 19 juin 1947 et mourra le 16 août 1948, d'une crise cardiaque, peu après avoir été auditionné par la Commission des Affaires Anti-américaines.

On peut, certes, se demander quelle information particulière, concernant l'ordre monétaire international, Dexter White aurait pu passer aux soviétiques. Donc, à un monde anti économique et anti monétaire par définition. En réalité, dans cette affaire, du nouveau Système Monétaire International, tout était transparent, pour ceux qui avaient la capacité de comprendre la logique de ce processus, qui va conduire à la suprématie d'US dollar dans le monde. Ce n'est pas avec des espions soviétiques, des gens du KGB, qu'on pouvait arriver à comprendre quoi que ce soit. Il s'agissait plutôt d'un travail de recherche, de rat de bibliothèque, comme on dit, pour arriver à voir clair là dedans.

Le fait est que le système dollar va connaître trois périodes différentes : Premièrement, l'étape qui va du 5 avril 1933 au 22 juin 1944, où le billet vert est de facto la monnaie de réserve internationale, sans aucune garantie métallique. Deuxièmement, la phase qui s'étend du 22 juillet 1944 au 18 décembre 1971, où l'US dollar est de jure la monnaie de réserve internationale, garantie par les réserves d'or des États-Unis. Troisièmement, la période qui va du 18 décembre 1971 à nos jours, où la monnaie de l'Oncle Sam est de jure la monnaie de réserve internationale, sans aucune garantie métallique.

Certes, il faut bien comprendre que ce système n'aurait pas pu tenir aussi longtemps, sans le soutien des autres puissances. C'est ainsi qu'en novembre 1961, fut créé le Pool de l'or de Londres. Alors, les dix pays les plus riches du monde, y compris les États-Unis, sont intervenus en vendant de l'or, pour éviter que le prix de ce métal ne dépasse les 35 dollars l'once. Ce qu'il tendait à faire. A cause du fait que la demande d'or était plus forte que l'offre. A l'époque, étant donné la guerre froide, avec le bloc soviétique, les pays occidentaux tendaient à ne pas présenter des divergences. Les dix pays en question étaient les six du marché commun, plus les États-Unis, la Grande Bretagne, la Suisse et le Canada.

La célèbre Conférence de Presse de de Gaulle du 4 février 1965 va rompre le consensus. Car de Gaulle proposa de revenir à l'étalon-or et pensait qu'il fallait le faire à un moment où il n'y avait pas de crise monétaire. « On peut même se demander, disait-il, jusqu'où ira le trouble si les États qui détiennent le dollar en venaient, tôt ou tard, à vouloir le convertir en or ? ».

Jacques Rueff avait proposé en juin 1961, dans une série d'articles publiés par Le Monde, le retour à l'étalon-or. Mais, ni lui ni de Gaulle n'ont parlé du problème du bimétallisme. Ils n'ont pas non plus parlé de la possibilité de l'étalon-or international. C'est-à-dire du fait que les monnaies nationales pouvaient et devaient être de véritables monnaies juridiques, garanties par les États, qui sont les puissances émettrices. Pour de Gaulle, il est clair qu'il fallait revenir à l'étalon-or pour éviter de se trouver dans une crise d'ordre universelle.

Mais, de Gaulle n'a pas seulement prononcé cette Conférence de Presse, mais il va aussi retirer la France du Pool de l'or en juin 1967. Ce qui a créé les conditions de la fin du Pool de l'or, qui va se produire le 18 mai 1968, avec la création du double marché de l'or. De plus, le Général laissa à la France des réserves or très importantes. Une des plus importantes du monde : 3.181 tonnes. Rappelons que lorsqu'il arriva au pouvoir en 1968, la Banque de France disposait de 516 tonnes. De sorte que de Gaulle a exprimé le maximum de conscience de son époque, par rapport à ce problème de l'ordre monétaire international.

Certes, il n'a pas compris la politique de Roosevelt. Donc, le fait qu'avec sa politique de thésaurisation de l'or monétaire, il avait créé les conditions de l'horreur de la Deuxième Guerre Mondiale. En tout cas, il n'a pas saisi que le règne du dollar

a commencé en 1933. Mais, comme disait Aristote, le commencement est la moitié du chemin. Et, le moins qu'on puisse dire est qu'il a bien posé le problème du privilège monétaire exorbitant des États-Unis. En tout cas, il ne s'est pas contenté de dire comme le fait Raymond Barre, dans le passage suivant, que « la valeur du dollar est déterminée de la manière la plus simple par la confiance que le reste du monde a dans les États-Unis ». (Le goût de la liberté, Éditions J-C Lattés, Paris, 2000).

La deuxième grande intervention pour sauver le règne du dollar s'est produite lors de la rencontre Nixon-Pompidou aux Açores, le 13 et le 14 décembre 1971. En ce qui concerne cet événement, rappelons que cette rencontre fait suite à la déclaration de Richard Nixon, Président des États-Unis, du 15 août 1971, lorsqu'il décida de supprimer la garantie or du billet vert ; mettant ainsi fin, formellement, aux Accords de Bretton Woods. Pompidou sera délégué par les pays du Marché Commun pour trouver une solution à ce problème. Lors de cette rencontre, aux Açores, il convient de le souligner : Nixon était accompagné notamment de John Connolly, Secrétaire au Trésor, tandis que Pompidou était accompagné par Valérie Giscard d'Estaing, son Ministre de l'économie.

D'après tous les renseignements dont nous disposons, la discussion sur le futur ordre monétaire a eu lieu entre Connolly et Giscard. Le problème de la garantie or du billet vert ne fut pas abordé. Il fut décidé, tout simplement le passage d'un système de parité fixe, stable et ajustable, à un système de change flottant coordonné.

Rappelons que du point de vue de de Gaulle, il aurait fallu, à ce moment là, renégocier les Accords de Bretton Wood et revenir au système de l'étalon-or anglais. Mais, l'esprit du temps n'était pas prêt pour un tel changement. De sorte qu'il ne restait que le passage du système dollar garanti par les réserves or des États-Unis, au système dollar sans aucune garantie métallique. Ceci est d'autant plus vrai que vue d'une manière simple, les États-Unis n'étaient pas obligés de garantir leur monnaie aux taux de 35 dollars l'once d'or. Cet engagement fut réalisé, comme nous l'avons souligné, par Dexter White. Raison pour laquelle certains américains pensaient qu'il avait exagéré.

En tout cas, il convient aussi de rappeler qu'avec la fin du Pool de l'or, le 18 mai 1968, avait été créé le double marché de l'or. Le prix officiel de celui-ci étant

passé à 42,22 dollars tandis que le prix du marché devait évoluer librement. Par conséquent, les États-Unis se sont trouvés dans un piège, car plus le prix du marché s'éloignait du prix officiel, plus les pays excédentaires étaient incités à échanger leurs dollars contre de l'or. C'est la raison pour laquelle Nixon a décidé de supprimer la convertibilité, la garantie or du billet vert. Ceci d'autant plus que le prix du marché libre de l'or s'approchait du double de sa valeur officielle : 84,44 dollars.

Il convient de remarquer, à ce propos, que cette distorsion du double marché de l'or, est à la base des réserves or très importantes de l'Allemagne, de la France et de l'Italie. C'est, aussi la raison pour laquelle le double marché de l'or, va être supprimé le 14 novembre 1973. Au moment où le prix libre de l'or s'approchait des 100 dollars. De toutes les manières, le double marché de l'or va être supprimé réellement le 15 août 1971, lorsque Nixon supprima la garantie or du dollar. Par conséquent, la fenêtre d'achat de l'or du côté des nouveaux pays excédentaires – comme l'Allemagne, la France, l'Italie et la Hollande – s'est située entre le 18 mai 1968 et le 15 août 1971.

Cela dit, il est important de rappeler que la décision prise lors de la rencontre des Açores, le 14 décembre 1971, va conduire à la signature des Accords de Washington, du 18 décembre 1971, dit aussi du Smithsonian Institution. Ces Accords furent signés par les ministres de l'économie et les banquiers centraux du « Groupe de dix » : la CEE, la Suède, les États-Unis, le Canada et le Japon. Ce qui veut dire concrètement qu'à partir de ce jour, le dollar va devenir la monnaie de réserve internationale sans aucune garantie or.

Il convient de rappeler, en ce qui concerne cet événement, qu'après la signature de ce document, Nixon a dit avoir signé l'Accord le plus important de l'histoire des États-Unis. Pour sa part John Connolly – le secrétaire au Trésor des États-Unis – a dit, quelques semaines plus tard, à un groupe de parlementaires européens, qui se plaignaient des variations du cours du billet vert : Le dollar est notre monnaie et votre problème ! Ce qui montre clairement que les autorités américaines, ont, à l'époque, très bien compris qu'avec ces Accords, elles avaient vraiment accédé au vrai privilège exorbitant. Donc, que le privilège exorbitant, dont parlait de Gaulle, était pour ainsi dire marginal, par rapport à ce qu'il venait d'obtenir. Car, avant 1971, les États-Unis n'étaient pas obligés de garantir toute la monnaie qui

se trouvait à l'extérieure. Seule une partie exigeait la convertibilité. Ce qui veut dire que ce n'est que par la suite que le privilège exorbitant va commencer.

Passons maintenant à la troisième politique de consolidation du billet vert en tant que monnaie de réserve internationale. Ce qui va se produire avec les Accords de Jamaïque, du 8 janvier 1976. Plus précisément, la démonétisation de l'or, en tant qu'instrument de réserve international.

A la base de cette décision se trouve, du côté de la France, le célèbre emprunt Giscard, du 16 janvier 1973. L'État français emprunta alors 6,5 milliards de francs – on parlait à l'époque de nouveaux francs –, à 7%. Mais ce qui caractérise cet emprunt fut le fait qu'il fut indexé au prix de l'or. Et, comme nous l'avons déjà signalé, tout indiquait à l'époque – tout va devenir très clair par la suite – que le monde s'acheminait vers la remonétisation de l'or. Il fallait dès lors, éviter ce processus, sinon l'État français n'aurait pas pu, pour ainsi dire, rembourser cet emprunt, qui avait une maturité à 15 ans. Qui devait donc arriver à échéance, le 16 janvier 1988.

De leur côté, les américains avaient compris que le processus de remonétisation de l'or, mettait en danger la perspective d'une véritable suprématie du règne du dollar. De sorte que les États-Unis devaient se mettre d'accord avec la France, pour accomplir la finalité de la démonétisation de l'or. D'autant plus qu'à l'époque – malgré les circonstances catastrophiques du Serpent Monétaire Européen –, la France avait une voix qui comptait, et non seulement au sein de l'Europe du Marché Commun. Le Sommet de Rambouillet, du G7, du 15-17 novembre 1975, a permis justement d'arriver, dans ce domaine de la démonétisation de l'or, à un accord. C'est précisément ce que nous explique Jacques de Larosière – l'adjoint de Giscard, lors de la Rencontre, Nixon-Pompidou aux Açores, le 13-14 décembre 1971, dont nous venons de parler – dans son Intervention au Sénat, du 26 janvier 2004. En effet, dans cette Intervention – sous le titre : Valéry Giscard d'Estaing et la Politique Monétaire Internationale – de La Rosière nous dit clairement : le « compromis franco-américain de Rambouillet aboutira en 1976 à l'Accord de la Jamaïque ». – Rappelons qu'au moment de la signature de cet Accord, le 8 janvier 1976, l'once d'or valait 153 dollars. Mais, très vite nous allons assister à une continuation de la montée du prix de l'or et ce, malgré la vente de 1/6 des réserves or du FMI, en 5 adjudications.

Pour être plus clair, il convient de remarquer qu'au moment de la signature des Accords de Jamaïque, le FMI contrôlait 4.771 tonnes d'or. Le FMI va garder 2/3 de cette quantité. Très précisément : 3.180,6 tonnes. Les 1.590,3 tonnes restantes seront divisées en deux parties. La première moitié (795,15 t) sera retournée aux pays membres, selon leur quote-part et la deuxième moitié (795,15 tonnes) sera vendue en cinq adjudications, comme nous venons de l'indiquer. Mais, malgré ces ventes et malgré l'interdiction des ventes d'or dans certains pays – plus papistes que le Pape, comme on le dit –, le prix de l'or continuera à monter. Car, pour la conscience de l'époque, l'or était la valeur refuge, en tant que telle. C'est la raison pour laquelle va s'instituer une taxe pour les Transactions sur l'or. Ce qui va provoquer la chute de la valeur de l'or, le 21 janvier 1980, après avoir atteint les 850 dollars. A partir de ce moment là, nous allons assister à un reflux du prix de l'or. C'est donc le début du règne du dollar. Période pendant laquelle la Fed va organiser le monde en imposant ses règles. La puissance américaine est l'architecte de l'ordre mondial post-1944. Mais, c'est surtout à partir de ce moment là que cette puissance va s'imposer d'une manière totalisante. Ce qui va la conduire à imposer des mesures, que ses partenaires vont suivre.

Dans la phase précédente il y a eu une collaboration très importante des autres grands pays avec la puissance américaine. Et, ce d'autant plus que la guerre froide entre l'Occident et l'Union Soviétique avec son bloc de Varsovie, tendait à manifester sa présence. Mais, avec la chute du prix de l'or, nous allons assister à un renforcement du rôle moteur des États-Unis sur la scène internationale. En effet, comme l'US dollar était la seule monnaie dominante sur le marché international, à partir du 21 janvier 1980, nous allons assister à une montée significative du prix de la monnaie de l'Oncle Sam. C'est ainsi que le 16 février 1965, le dollar va valoir à Paris 10,61 FF. Et cette sur appréciation du billet vert par rapport au franc français va se manifester aussi, et d'une manière aussi forte, par rapport aux monnaies des pays excédentaires : le Deutschemark et le Yen. De sorte que les États-Unis vont proposer aux pays excédentaires une appréciation de leur monnaie en échange de la création de trois zones monétaires : 1) la zone dollar, qui serait l'espace Primus inter pares. 2) une zone mark où vont s'agglomérer les États européens. Ceci d'autant plus que le projet de l'Union Européen tendait à avancer, avec des difficultés plus ou moins importantes, comme on le verra par la suite. Mais, l'essentiel est que

les responsables semblaient y trouver leur compte. 3) Il devait y avoir un espace monétaire Yen, qui n'a jamais fonctionné. Non pas parce que Tokyo n'a pas voulu, au dernier moment internationaliser sa monnaie, de peur d'une poussée inflationniste, comme le signalent la plupart des spécialistes. Dans la réalité, cette histoire est plutôt différente. Car, l'accord de dévolution de Hong-Kong signé entre la Chine et la Grande Bretagne, le 19 décembre 1984, stipulait que Hong-Kong devait sauvegarder sa monnaie et ses institutions. Or, depuis 1983, le dollar de Hong-Kong était « pégué » au dollar des États-Unis au taux de 7,80 HK \$ pour 1 US \$. De sorte que puisque le dollar de Hong Kong se trouvait en parité pure avec le billet vert, la Chine ne pouvait pas rentrer dans la zone Yen. Elle devait donc nécessairement rester dans l'espace dollar. Ceci d'autant plus que, très vite, les grands capitaux hongkongais vont s'investir en Chine, en commençant par Shenzhen. De sorte que la Chine continentale va devenir en peu de temps un hinterland économique de Hong Kong, de Taïwan et de Singapour.

Par conséquent, comme la Chine n'a pas pu rentrer dans l'espace yen, les autres pays asiatiques sont restés dans la zone dollar. Par contre, le Japon comme la République Fédérale Allemande ont dû déprécier leur monnaie. Ceci d'autant plus que les États-Unis menaçaient ces pays là, d'adopter des règnes protectionnistes à leur encontre. Or, ces pays étaient très excédentaires car ils exportaient beaucoup vers le marché américain, qui est, de loin, le premier marché du monde. Rappelons que les États-Unis représentent actuellement quelque chose comme le 5% de la population mondiale et ils représentent le 24% du PIB mondial. (Le Monde en 2030 vu par la CIA, Éditions des Equateurs, 2013, p. 252).

C'est dans ces conditions, de la pax americana, que va naître le projet européen. Par conséquent, l'apparition d'un projet capable de concurrencer le dollar comme monnaie internationale. Ce qui va se développer à partir de la formation du Marché Commun, des six pays fondateurs : La France, la République Fédérale Allemande (RFA), l'Italie, la Hollande, la Belgique et le Luxembourg.

3) Formation et développement

de la monnaie unique européenne

Le Marché Commun, fut créé avec le Traité de Rome de 1957. Le but de ce Traité fut la formation d'une union douanière. Ce qui sera fait, le 1^{er} juillet 1968. La pièce maîtresse de ce dispositif, fut la Politique Agricole Commune (PAC) de 1962. Lequel ordre se conforme à la logique néolibérale : protectionnisme par rapport au reste du monde et subventions à la production agricole et aux exportations de ces produits. De sorte que le Marché Commun s'aligna depuis sa naissance sur le modèle des États-Unis. Ce qui, comme nous l'avons souligné, est contraire à la logique de l'économie classique, selon laquelle les pays excédentaires devaient pratiquer le libre échange, tandis que les pays déficitaires devaient pratiquer le protectionnisme. De sorte à ce que ces derniers puissent trouver le marché nécessaire, pour leurs produits, dans les pays excédentaires.

Le Marché Commun, comme tel, va trouver son accomplissement en 1993, avec la libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux. Mais, les fondateurs du projet européen – d'un grand marché unique – Jean Monnet et Robert Schuman, ne se contentaient pas avec la construction d'un grand marché européen, comme le voulaient les britanniques. Ils pensaient que l'union politique, ne pouvait être que l'accomplissement de ce processus. Ce qui sera formulé par le premier mémorandum de Raymond Barre, de février 1968. Donc, après la thèse de de Gaulle, formulée lors de la Conférence de Presse du 4 février 1965, selon laquelle, comme nous l'avons souligné plus haut, le devenir de notre monde devait passer par le dépassement du règne du dollar et le retour à l'étalon-or.

Tandis que le projet de Barre, partait de la thèse selon laquelle l'union monétaire – composée des monnaies fortes européennes -, ne pouvait que conduire au plein emploi, à la marginalisation de l'US dollar et à l'union politique. Par conséquent, à la suprématie de l'Union Européenne et de la monnaie unique. Ce qui veut dire, concrètement que le projet européen est partie de la thèse selon laquelle, l'union monétaire mène à l'union politique. Ce qui est hautement problématique. Le contraire est plutôt vrai : l'union politique mène à l'union monétaire. Ce que nous avons constaté avec la réunification allemande. En tout cas, le rôle de la monnaie

n'est pas de construire un État ; car, elle est plutôt le produit d'un État. En effet, de la même manière qu'un État produit du droit, de la même manière, il produit la monnaie. Lequel instrument de mesure est non seulement un moyen de la justice corrective – puisqu'elle permet de faire la différence entre le plus et le moins -, mais aussi un instrument de gestion de la société à travers la politique monétaire et la politique de change. De plus, n'oublions pas les nations, sont des véritables produits historiques à très long terme.

Mais, bien que le chemin choisi fût problématique, il fallait avant tout expliquer le processus qui devait mener à la monnaie unique. Car, il convient de rappeler qu'à l'époque, à ce propos, il n'y avait pas d'idées claires. Pour le Plan Barre, du 12 février 1969, et pour le Plan Werner, du 8 octobre 1970, l'idée de la formation de la monnaie unique était fondée sur la thèse de la convergence. De sorte que les monnaies faibles devaient converger avec les monnaies fortes et coïncider ainsi avec le référentiel, avec l'Unité des Comptes Européenne (UCE). Cette unité étant elle-même le résultat de la moyenne de la valeur de change, des monnaies participant à l'accord. Puis, cette coïncidence avec le référentiel, devait donner naissance à la monnaie unique européenne. Donc, grosso modo, ce processus devait permettre une période de convergence et une phase de coïncidence qui devait déboucher sur la monnaie unique. On pensait, à l'époque, que dans ce mouvement il y avait des automatismes. Puis, dans la pratique, on s'est rendu compte que ce processus était très compliqué.

Le fait est que le Serpent Monétaire de 1972 était un système de parité stable et non ajustable, avec des marges de fluctuation de 2,25% d'un côté et de l'autre de la parité. De sorte que chaque monnaie devait converger vers le référentiel, vers l'unité de compte européenne : UCE. Ce qui veut dire concrètement que les monnaies faibles – le franc français, et la lire italienne – devaient s'apprécier, tandis que les monnaies fortes – le mark allemand et le florin hollandais – devaient se déprécier. Or, le problème est de savoir que pour qu'une monnaie puisse s'apprécier – cas du FF, par exemple -, il faut que la banque centrale puisse l'acheter avec ses réserves, en US dollar en l'occurrence. Car la valeur de change d'une monnaie dépend de son abondance ou de sa rareté sur le marché international. Par conséquent, la monnaie faible est en surabondance sur ce marché, tandis que la monnaie forte est en rareté.

Par contre, pour qu'une monnaie forte puisse se déprécier – cas du mark allemand, par exemple -, il faut que la banque centrale puisse vendre sa monnaie et acheter la monnaie de réserve. Ce qui veut dire concrètement que dans ce mouvement de convergence, les monnaies faibles se fragilisent, tandis que les monnaies fortes se consolident. Car la puissance d'une monnaie dépend directement de l'abondance de ses réserves. Bien évidemment, la seule monnaie qui échappe à cette loi, c'est le dollar des États-Unis. A cause de son statut de monnaie de réserve internationale. Ce qui fait que ce pays n'a pas besoin de réserves, et peut avoir tous les déficits possibles et imaginables.

Ainsi, l'expérience du Serpent Monétaire de 1972, fut particulièrement négative pour les monnaies faibles. Et c'est pour cette raison que le FF a dû sortir de ce système monétaire, le 19 janvier 1974. C'est-à-dire au moment où la convergence pure aurait dû se produire. Ce fut la même chose pour la lire italienne. De plus, l'histoire de cette expérience nous explique que le FF est revenu dans le système monétaire de 1972, en septembre 1975, pour le quitter définitivement en mars 1976.

A l'époque on pensait que la cause de cet échec, fut le fait que le taux d'inflation était plus élevé du côté des pays à monnaie faible : cas du FF, et de la lire italienne. C'est d'ailleurs pour cette raison que la loi du 3 janvier 1973, fut instituée ; comme le souligne Pierre-Yves Rougeyron, dans son étude Enquête sur la loi du 3 janvier 1973, Paris, 2013. En effet, dans ce travail Pierre-Yves Rougeyron montre comment cette loi va interdire à la Banque Centrale d'émettre de la monnaie pour couvrir le déficit de l'État. La France va ainsi rentrer dans la Nouvelle logique, qui est celle de la vente de la dette publique par le Trésor. Ce qui va conduire à l'endettement public que nous connaissons. Quoique dans ce rapport entre le Trésor public et la Banque Centrale, celle-ci a toujours la possibilité d'acheter les titres publics invendus par les offres du Trésor, comme on le constate actuellement aux États-Unis.

Ceci dit, il convient de rappeler que l'échec du Serpent Monétaire, n'a pas mis fin au projet de la monnaie unique. Nous allons assister, par la suite, à la mise en place du Système Monétaire Européen (SME) de 1979. Il convient toutefois de remarquer que le SME de 1979 implique un changement très important par rapport au Serpent Monétaire de 1972. Il s'agit, en effet, d'un système plus souple ; donc,

d'un système de transition qui devait conduire à la convergence des politiques monétaires. Ce qui devait permettre, après une période de transition, la convergence monétaire tellement souhaitée. Car, c'est la convergence monétaire qui devait donner naissance à la monnaie unique et donc à l'union politique, comme nous l'avons souligné plus haut.

Mais, avant d'aller plus loin, nous allons rappeler les changements en question, pour bien comprendre la logique du processus dans lequel la Communauté Européenne va s'engager. En effet : Premièrement, le SME n'est pas un système de parité stable et non ajustable, comme le SM de 1972, mais un système de parité stable et ajustable. Ce qui veut dire que des changements de parité permettaient aux monnaies de rester à l'intérieur du SME, quel que soit le niveau de dévaluation ou de réévaluation. Deuxièmement, dans le SME, les marges de fluctuation des devises vont être réduites. Au sein du tunnel de 4,50% - 2,25% d'un côté et de l'autre du référentiel –, va être créé un nouveau tunnel de 2/3 : c'est-à-dire d' 1,5% d'un côté et de l'autre du référentiel. De sorte que les limites du petit tunnel vont jouer le rôle de sonnette d'alarme. Ce qui va permettre aux banques centrales d'intervenir plus tôt que dans le cas du système de 1972. Troisièmement, le référentiel du nouveau système va être appelé Écu, après la traduction en anglais du terme Unité des Comptes Européennes (UEC) – donc, European Currency Unit (ECU) –, pour rappeler l'ancienne monnaie française l'Écu or, du règne de Louis IX, qui fut frappée à partir de 1263.

Ceci étant signalé, revenons à l'historique du SME de 1979, et rappelons que ce système était destiné à préparer la convergence monétaire, pour arriver à la formation de la monnaie unique. Il fallait, par conséquent, selon l'esprit de l'époque, réduire le taux d'inflation, pour créer les conditions de la convergence. A l'époque, on pensait que la valeur de change dépendait de la valeur en échange. Par conséquent qu'il fallait éviter la monétisation du déficit public – l'emploi de la planche à billets, pour subventionner l'État –, en vue de consolider la monnaie. Ce fut l'idéologie du franc fort qui ne faisait pas la différence entre inflation et dévaluation, entre émission interne et émission extérieure. De là, la nécessité de créer un système anti-inflationniste, car l'inflation était considérée comme la source de tous les maux.

Rappelons de plus que cette époque va connaître la période des trois grandes dévaluations du premier terme de Mitterrand – celle d'octobre 1981, celle de juin 1982 et celle de mars 1983 -, qui vont conduire au rétablissement du contrôle de change et à la marginalisation du FF, entre mars 1983 et mars 1989. Il convient de remarquer que cette extrême faiblesse du FF sera la conséquence, non seulement de la fuite des capitaux qui a suivi l'arrivée de l'union de la gauche unie au pouvoir, le 10 mai 1981, mais aussi à cause des mécanismes de la politique de convergence du SME, qui oblige la Banque de France à défendre avec ses réserves la parité de sa monnaie, qui fut pendant cette période constamment surévaluée. Ce qui aurait pu être empêché, si le FF avait flotté librement. Les contraintes du SME – qui étaient certainement moins sévères que celle du système de 1972 – ont donc affaibli terriblement la deuxième économie du Marché Commun. Ce qui a permis la montée en puissance de l'économie allemande, qui elle, a été favorisée par les mécanismes que nous venons de décrire.

En effet, comme nous l'avons souligné, les mécanismes des systèmes monétaires européens – du SM de 1972 et du SME de 1979 -, ont obligé l'Allemagne à déprécier sa monnaie. Ce qui l'oblige à augmenter le niveau de ses réserves en US dollars et à pratiquer la dévaluation compétitive. C'est précisément cet état des choses qui a permis, en partie, de conduire aux Accords de New York, du 22 septembre 1985, dont nous avons parlé plus haut. Rappelons toutefois, à ce propos, que ces Accords vont donner naissance à un ordre monétaire international composé de trois espaces monétaires – celui du dollar, celui du deutschemark (DM) et du yen -, ainsi qu'à la dévaluation de 50% du billet vert. Ce qui veut dire concrètement que les autres monnaies du Marché Commun vont se trouver dans l'espace Mark. Donc, que le DM sera la monnaie de réserve des pays membres de cet espace monétaire. Ce qui va permettre le renforcement du DM. Dans cet ordre monétaire international, comme nous l'avons déjà signalé le dollar était le Primus inter pares. La Réserve Fédérale n'ayant pas besoin de réserves, à cause de son privilège monétaire. Tandis que la Bundesbank avait ses réserves en US dollars. Par contre, la Banque de France avait ses réserves en deutschemarks. Ce qui a donné une hiérarchie monétaire particulièrement importante. Donc, vue de la France, au niveau monétaire, cela donne deux instances supérieures : le DM et le dollar. En quelque sorte le FF

comme la lire italienne était « markisés », tandis, que le DM, comme le yen étaient « dollarisés ». Le FF n'avait en dessous de lui que le F-CFA.

En plus, de la verticalité de cet ordre monétaire, le Marché Commun de l'époque va ajouter une autre contrainte : celle des Accords de Nyborg, du 13 septembre 1987. En effet, selon ces Accords, la République Fédérale Allemande (RFA), plus précisément la Bundesbank (la Buba), va se trouver avec le monopole de la politique monétaire européenne. Ceci, dans le sens où c'est la Buba qui va déterminer le taux directeur. Les autres banques centrales devaient donner le leur, en fonction du taux directeur de la Buba. Ce qui veut dire, concrètement, que les autres banques centrales s'alignaient en fonction de ce taux. C'est ainsi que si le taux directeur de la Buba était de 3%, les autres banques centrales donnaient un taux plus élevé, en rapport direct à leur faiblesse. Cela faisait que le taux directeur de la Banque de France pouvait être de 5%, par exemple, et celui de la Banque d'Espagne de 7%, par exemple.

Mais, rappelons que le taux directeur de la Banque centrale détermine la hiérarchie des taux, au sein d'un ordre monétaire national. Dans l'exemple que nous venons de donner, cela pouvait donner le fait que la RFA pouvait avoir un taux préférentiel à l'investissement de 5%, tandis que la France pouvait se trouver avec un taux préférentiel de 7% et l'Espagne avec un taux préférentiel à l'investissement de 9%. Ceci donnait, comme on peut le comprendre aisément, le fait que la RFA se trouvait nécessairement avec une économie plus concurrentielle que celle de ses partenaires, car son taux directeur était le plus bas.

On peut, bien évidemment, se poser la question de savoir : pourquoi cette différence du taux directeur pouvait elle empêcher les crises monétaires, au sein de l'espace mark ? Donc, au sein du SME ? Et bien, la réponse est qu'un taux directeur plus élevé empêchait les monnaies faibles de sortir et, donc, de se trouver en surabondance sur le marché international. Par conséquent, les Accords de Nyborg vont permettre une stabilité au sein du SME, tout en rendant l'économie allemande plus concurrentielle.

Tout ceci, rappelons le, se produisait pendant une période de transition : celle du SME de 1979. Qui, elle, devait permettre le nivèlement du taux d'inflation – grâce à la non utilisation de la planche à billets - ; et, par conséquent, la convergence

monétaire qui devait conduire à l'apparition de la monnaie unique. Mais, ce processus de transition va connaître une phase difficile qui va se produire à la suite de l'événement principal de cette phase : la chute du mur de Berlin, le 9 août 1989. Ce qui va conduire, très rapidement, à la réunification. En effet, les deux peuples allemands vont voter pour la réunification, le 18 mars 1990. Le premier juillet c'est l'union monétaire, suivant la loi de l'1 X 1. Donc, un mark de l'ouest, pour 1 mark de l'est. La réunification sera effective, le 3 octobre 1990.

Mais, la réunification allemande aura comme conséquence les achats massifs des biens durables du côté des habitants de l'ancienne RDA. Ce qui va conduire la Buba à augmenter son taux directeur, pour éviter un phénomène de surendettement du côté de l'ancienne Allemagne de l'Est. Et c'est justement cette hausse du taux directeur de la Buba qui va provoquer la crise du FF de septembre 1992 et août 1993.

Ceci dit, avant de revenir sur cette période de la crise du FF et des autres monnaies faibles du SME, il convient de rappeler que tout ceci se passe au moment où la France vote pour le référendum sur le Traité de Maastricht : le 21 septembre 1992. Donc, voilà que la montée du taux directeur de la Buba va produire les événements suivants – et ce, au moment où la France vote pour la mise en marche de l'Union Monétaire. - : 1) Le 13 septembre 1992 : dévaluation de 3,5% de la lire italienne par rapport à toutes les monnaies du SME, et réévaluation des autres monnaies du SME de 3,5%. 2) Le 17 septembre 1992 : mise en flottement de la lire italienne et de la livre anglaise, plus une dévaluation de 5% de la pesète. 3) Le 21 novembre 1992 : dévaluation de la devise espagnole et l'escudo portugais. (Le Monde, 24 novembre 1992, p. 17).

Il convient, toutefois, de rappeler que tout ce chambardement monétaire se produit au moment où les pays membres de la Communauté Européenne s'engageaient dans le processus de l'union monétaire. Certes, il y a eu peu de critiques, par rapport à cet engagement. Et, ces critiques ont été marginales. Ce fut le cas notamment du jugement de la BRI, de la Banque de Règlements Internationaux, pour laquelle dans un document publié à Bâle, il est dit : « vouloir imposer une union monétaire avant une véritable union politique est une erreur de méthode ». (Le Monde, 16 juin 1992, p. 16). Ce en quoi cette institution avait

totallement raison. Remarquons aussi que dans un « Manifeste sur l'Union Monétaire », un groupe d'économistes allemands a critiqué le Traité de Maastricht, en disant : « A vouloir aller trop vite, l'Europe risque d'accroître les tensions internes, puis d'exploser... Une union monétaire ne peut sans danger servir de forceps, mais doit plus logiquement parachever un rapprochement économique et social qui peut prendre des années ».

Puis, ce Manifeste continue son jugement critique de la façon suivante : « La monnaie unique doit intervenir en fin de parcours, en s'accompagnant d'une union politique. Maastricht a choisi un ordre inverse en donnant à la monnaie un rôle moteur ». (Le Monde, 13 juin 1992, p. 12). Ces deux jugements montrent qu'il y a eu des gens et des institutions qui ont pu avoir une distance critique par rapport à l'esprit du temps. Car, l'union monétaire ne peut pas être que le résultat de l'union politique. Comme nous l'avons vu dans le cas de la réunification allemande. Mais, croire que l'union monétaire peut conduire à l'union politique, est une croyance particulièrement problématique. Ça ne s'est jamais produit et ne peut pas se produire. Car la monnaie est un produit de droit et le droit est la manifestation de l'État. C'est donc à l'État de produire de la monnaie et non pas à la monnaie de produire un État. L'expérience historique du Puerto Rico nous le montre clairement. En effet, malgré l'annexion de cette île par les États-Unis, depuis la guerre hispano-américaine de 1898, Puerto Rico se dit encore un État Libre et Associé. Et ce malgré l'union monétaire existant depuis lors. En effet, Puerto Rico ne fait pas partie de l'État Fédéral des États-Unis.

Mais, pour l'esprit de l'époque, il est clair que l'union monétaire devait conduire à l'union politique. Pour cet esprit, il y avait ici une sorte d'automatisme. L'union monétaire devait conduire nécessairement à l'union politique et à la suprématie de l'Europe dans le monde. Olivier Duhamel exprime très bien cet état d'esprit. En effet, pour lui il s'agit de « montrer qu'il n'y a guère de « sacrifice » à se priver d'une indépendance largement illusoire : le franc n'existe pas en tant que tel ; il ne peut rivaliser ni avec le dollar ni avec le yen. En revanche, l'opération nous offre une chance de conquérir une souveraineté commune par le biais de l'écu ». (Le Bond en avant de Maastricht, l'Express, 14-20 mai 1992, p. 122).

A l'époque, comme on peut le constater ici, le but fédéraliste était le résultat de ce processus de l'union monétaire, dont la monnaie unique s'appelait encore

l'écu, comme nous le constatons dans ce texte d'Olivier Duhamel. Mais, avant d'aller plus loin, il s'agit, à ce propos, de rappeler que l'écu était alors l'unité des comptes européenne. Donc, la monnaie commune qu'il aurait fallu sauvegarder, tout en supprimant la volonté de convergence. A l'époque, tout aurait pu être libellé en Écu, et sauvegarder les monnaies nationales. Sauvegarder la souveraineté monétaire, pour avoir une politique monétaire et une politique de change. Mais, comme nous venons de le voir : l'esprit du temps croyait que la création de la monnaie unique était le but à atteindre, dans les plus brefs délais. Et ce, malgré la crise du FF, que nous allons connaître en septembre 1992 et en août 1993. Mais, avant de passer à cette crise du FF, rappelons que la monnaie unique va s'appeler l'euro, à partir du Sommet de Madrid du 15-16 décembre 1995. En effet, lors de ce sommet les Quinze ont enterré l'écu et fixé un calendrier. Baptisée « euro », la monnaie unique sera officielle en 1999 et devait circuler en 2002. Le terme de l'euro fut proposé, lors de ce sommet par le Chancelier Kohl. Ce fut, en quelque sorte, une façon de supprimer la marque française – d'écu – pour imposer une marque d'invention allemande : l'euro.

Ceci dit, revenons maintenant sur cette période critique de 1992 et 1993, avant de passer à la phase de convergence monétaire qui va se produire justement entre décembre 1995 et décembre 1998. Comme nous venons de l'expliquer, la montée du taux directeur de la Buba, va provoquer les secousses monétaires que nous essayons d'expliquer. En effet, le taux directeur de la Buba, le taux Lombard, va ainsi passer de 2,75% depuis le fin 1988, à 9% à la mi 1992. Cela aurait dû provoquer la montée des taux directeurs de toutes les banques centrales de cet espace monétaire, et particulièrement des monnaies faibles. Bien évidemment, ces dernières, avec des taux déjà très élevés, n'ont pas réagi immédiatement. Ce qui va provoquer les crises monétaires de septembre 1992. Mais la Banque de France, de son côté, va essayer de garder un taux directeur un peu au-dessus du taux directeur allemand et va même chercher à avoir le même taux. Ce qui va provoquer cette crise du FF de septembre 1992 et surtout la crise du 2 août 1993.

Voici comment la journaliste du Monde, Françoise Lazare explique ces événements : « La crise de septembre a mis en jeu 160 milliards de francs... Fin juillet, ce sont plus de 300 milliards de francs qui ont été jetés dans la bataille pour tenter de sauver le franc... Dans la seule journée noire du vendredi 30 juillet, la Banque de France aurait emprunté 150 milliards de francs environ pour défendre le

cours de 3,4305 à l'égard du mark ». (Le Monde, 14 août 1993, p.14). Puis, quelques jours plus tard, elle nous dit : « Mais les deux dernières expériences de baisse des taux directeurs français en deçà de ceux de l'Allemagne, en septembre 1992 et en juin 1993, n'ont pas franchement laissé des bons souvenirs. La première fois, le gouvernement avait été contraint de durcir le crédit au bout de quelques semaines, car le franc s'affaiblissait. La seconde fois, la monnaie française a carrément flanché ». (28 août, 1993, p. 16).

Par conséquent, ce sont les Accords de Nyborg, du 13 septembre 1987, qui vont provoquer ces crises. Car, selon ces accords, la Buba pouvait à tout moment décider de changer son taux directeur, sans consulter ses partenaires, ou sans négocier un changement d'une manière ordonnée. Certes, la Banque de France n'aurait pas dû baisser son taux directeur début juillet 1993. Car le mark était encore fort. Ce n'est qu'à partir de fin 1995 que nous allons assister à un affaiblissement du DM et à une possibilité de convergence des taux directeurs. Car il convient de remarquer que la réunification allemande va provoquer un affaiblissement de l'économie allemande. Ce que nous constatons aisément si nous tenons compte de la balance commerciale entre la France et l'Allemagne. En effet, en 1998, le déficit commercial de la France avec l'Allemagne était de 48 milliards de francs, tandis qu'en 1998 – dix ans après – l'excédent commercial de la France par rapport à l'Allemagne s'élevait à 52 milliards de francs. Ce qui montre clairement que la réunification va provoquer une diminution de la capacité concurrentielle de l'Allemagne.

Mais, soyons clair, la capacité concurrentielle de la RFA ne fut pas la conséquence du libre échange au sein du Marché Commun Européen, comme va le soutenir Ulrich Cartellieri, le directeur de la Deutsche Bank, le 2 avril 1992. En effet, il va dire : « L'économie allemande est parmi les Douze celle qui tire le plus important profit du Marché unique. Elle a donc tout intérêt à son maintien et à son approfondissement ». (Le Monde, 4-4-1992, p. 12). Nous avons expliqué ici que la source de cette capacité concurrentielle, se trouvait non pas dans le marché, mais dans l'ordre monétaire. En effet, à l'époque du Serpent Monétaire de 1972, l'idée de la convergence monétaire favorisait les monnaies fortes et défavorisait les monnaies faibles. Cette logique asymétrique va s'aggraver avec les Accords de Nyborg, du 13 septembre 1987, qui vont permettre à la RFA, puis à l'Allemagne unifiée, d'avoir un

crédit moins cher que ses partenaires. Puis, nous avons vu comment cette logique va provoquer des dégâts économiques considérables du côté des pays à monnaie faible.

Cependant, comme nous venons de le voir, la réunification allemande va affaiblir la capacité concurrentielle de ce pays. Et, c'est précisément ce phénomène qui va permettre la convergence monétaire tant souhaitée. De sorte qu'à partir du début 1996, nous allons assister à cette convergence au niveau des taux directeurs qui vont se situer autour de 3%. Ce qui va conduire à la fixation irrévocable des parités et à l'apparition de la monnaie unique, le 1^{er} janvier 1999. Mais, ce passage va provoquer des changements très importants, au niveau de l'ordre monétaire international et va conduire à l'affaiblissement de l'euro. En ce qui concerne l'ordre monétaire international, il convient de rappeler que les Accords du 22 septembre 1985 ont permis la création de la zone euro. L'apparition de la monnaie unique, le 1^{er} janvier 1999, va provoquer la disparition de la zone mark et l'émergence de la zone euro. Ce qui impliquait la disparition du DM en tant que monnaie de réserve. Ceci fait que les banques centrales des pays membres – cas de la Banque de France, par exemple - vont devoir se défaire du DM et racheter le billet vert. Ce mouvement, de changement de monnaie de réserve, va conduire nécessairement à la dépréciation du DM et, par là même, à la dépréciation de la monnaie européenne : l'euro. C'est ainsi que la première cotation de l'euro, le 4 janvier 1999, nous donnera un euro, à 1,1789 \$. Le 26 octobre 2000, 1 euro valait 0,8252 \$. Ce qui veut dire, que nous avons assisté à une dépréciation très importante de l'euro. Or, à l'époque, on attribuait cet affaiblissement au premier Gouverneur de la BCE : le hollandais, Wim Duisenberg (1935-2005). On pensait, en effet, que l'euro était une monnaie forte, par définition. Et sa faiblesse fut attribuée aux gaffes du Gouverneur de la BCE. Mais, en réalité, on avait affaire à ce changement de monnaie de réserve des Banques centrales européennes. Comme nous venons de le signaler, le simple fait de vendre des DM, pour acheter des US dollars, ne pouvait que conduire à l'appréciation du billet vert et à la dépréciation de l'euro. Donc, de ce qui était encore un simple panier de monnaie (l'euro), où le DM comptait pour 39% de sa valeur. Ce n'est qu'à partir du 1^{er} janvier 2002 que nous allons assister à une appréciation continue de la valeur de l'euro. Ce qui va montrer clairement que l'euro était, en puissance, une monnaie forte.

En ce qui concerne la manifestation de la monnaie unique européenne, il convient de rappeler qu'au début – avec l'expérience du Serpent Monétaire de 1972 -, on ne savait pas exactement comment elle pouvait surgir dans la réalité. On pensait seulement que le processus de convergence devait conduire, par ses propres automatismes, à l'apparition de la monnaie unique. Mais, avec le Traité de Maastricht (7-02-1992) – et plus précisément avec le protocole sur les Statuts du Système Européen des Banques Centrales (SEBC) et de la Banque Centrale Européenne (BCE) -, nous avons affaire à un système qui a sa propre cohérence. Et, cette cohérence réside dans le fait que ce Protocole est basé sur quelques principes simples :

- 1) « L'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix ». (Chapitre II, article 2, et article 105,1 du Traité).
- 2) « Le SBCE agit conformément au principe d'une économie de marché ouvert où la concurrence est libre ». (Chapitre II, article 2, et article 102 A du Traité).
- 3) « Le Conseil des gouverneurs définit la politique monétaire de la communauté. (Article 12).
- 4) « Le Conseil des gouverneurs est seul habilité à autoriser l'émission des billets des banques dans la communauté ». (Article 16, et article 105 A du Traité).
- 5) « Il est interdit à la BCE et aux banques centrales nationales d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions publiques ». (Article 21 et article 104 du Traité).
- 6) « L'acquisition directe des instruments de leur dette est également interdit ». (Article 21 et article 104 A du Traité).

Cet ensemble de principes nous donne le fait que ce système monétaire ne repose pas sur le principe général de la souveraineté monétaire – comme toutes les banques centrales : compris la Réserve Fédérale Américaine, la Banque du Japon, la Banque d'Angleterre et la Banque de Chine, pour ne donner que quelques exemples -, pouvant ainsi émettre de la monnaie, soit pour soutenir directement son

État, soit pour acheter sa dette. Dans le SEBC, seul le conseil de gouverneurs est habilité à autoriser l'émission des billets de banque dans la communauté. (Art. 16 et 105 A du Traité). Ce qui veut dire concrètement que ce conseil de gouverneurs ne peut habilitier cette émission qu'en échange de devises.

Par conséquent, nous allons assister ainsi à l'apparition de deux types de sociétés, d'un côté, les pays excédentaires, selon les comptes extérieurs, et de l'autre, les pays déficitaires, toujours selon ces comptes. Mais pour bien comprendre ce phénomène de divergence, il faut tenir compte du fait : Premièrement, que chaque pays possède en dernière instance sa propre monnaie. En effet, chaque billet possède un numéro et ce numéro est précédé par une lettre. Et c'est cette lettre qui donne le pays d'origine : Z, pour la Belgique ; Y, pour la Grèce ; X, pour l'Allemagne ; V, pour l'Espagne ; U, pour la France ; T, pour l'Irlande ; S, pour l'Italie ; R, pour le Luxembourg ; P ; pour la Hollande ; N, pour l'Autriche ; M, pour le Portugal et L, pour la Finlande. Voilà pour ce qui est des lettres des premiers pays membres.

A partir de ces lettres, nous pouvons constater que les billets des pays déficitaires tendent à émigrer vers les pays excédentaires. Puis, que les pays excédentaires, non seulement connaissent une abondance relative de billets de banque à cause de ce phénomène, mais aussi à cause du fait de leurs excédents, essentiellement en US dollars, avec lesquels ils ont la possibilité d'acheter à la BCE, la possibilité d'émettre leur propre monnaie. Certes, pendant la première phase, 2002-2006, cette différence ne se voyait pas, car les pays du sud recevaient des subventions européennes, d'une manière considérable. C'est ainsi qu'entre 2000 et 2006, l'Espagne recevait 12,5 milliards d'euros par an, pour la construction d'infrastructures. Mais, à partir de 2007, ces fonds ont été destinés aux pays de la PECO, de l'Europe centrale et orientale. Mais, il convient de rappeler que 2007 fut une période de transactions pour ces pays de sud de l'Europe. A cause du fait qu'il y avait des programmes en retard. De sorte que la fin des fonds européens pour ces pays – concrètement, pour l'Espagne, la Grèce, le Portugal et l'Irlande – a commencé à se produire en 2008.

Ceci veut dire que si nous continuons à nous concentrer sur le cas espagnol, cela nous montre clairement que l'année 2007 fut encore une année de croissance très importante ; de la décennie prodigieuse, comme on le dit en Espagne. Par

exemple, l'année 2007 fut celle où le déficit extérieur – la balance commerciale – fut considérable. Elle fut cette année de quelques 100 milliards d'euros. Donc, un déficit de 150 milliards de dollars, c'est-à-dire, en proportion supérieur à celui des États-Unis, qui fut cette année là, de 650 milliards de dollars, pour une population 6,5 fois plus importante.

En tout cas, l'année 2008 fut pour ces pays, l'année noire par excellence. Car en plus de la crise internationale des subprimes américaines, ces pays vont connaître une contraction de la base monétaire. En effet, les fonds européens avaient, pour ainsi dire, disparu, et en plus, il y eut la grande contraction des échanges au niveau international ; à cause de la reflation du dollar, qui va se répercuter considérablement dans ces pays. C'est ainsi que, par exemple, l'Espagne va passer d'un excédent budgétaire de presque 2% du PIB en 2007, à un déficit budgétaire de plus de 11% du PIB en 2009.

C'est donc, à partir de 2009, avec la crise du surendettement de la Grèce, qu'on va commencer à se rendre compte de l'existence d'une dualité structurelle, au niveau monétaire entre les pays du nord et les pays du sud de l'Europe. Plus précisément, au fait que les pays du sud tendent à s'enfoncer dans la pénurie monétaire et de crédit, tandis que les pays du nord – et particulièrement l'Allemagne – tendent à se reproduire dans l'abondance relative de monnaie et de crédit. En ce qui concerne le crédit, la presse parle actuellement du fait que « les PME des pays du sud doivent verser des taux d'intérêt deux à trois fois plus élevés qu'en Allemagne ». (Les Échos, 28-29 juin 2013, p. 09). Par conséquent, nous assistons actuellement à une contraction de l'activité économique dans les pays périphériques, c'est-à-dire, de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. De plus, à présent nous assistons à une aggravation de la situation des pays comme la France et l'Italie.

La crise chypriote étant, en quelque sorte, un effet collatéral de la crise grecque. En effet, la restructuration de la dette grecque en 2012, a fait que les banques ont souffert d'une diminution de 70% de la valeur nominale de ces actifs. Or, les banques chypriotes avaient beaucoup de ces actifs grecs. C'est la raison pour laquelle les banques chypriotes se sont trouvées en peu de temps en faillite, début 2013. Certes, Chypre était un paradis fiscal du grand capital russe, mais ce n'est pas ce phénomène qui explique la presque faillite du système bancaire chypriote. De

plus, la fermeture de ce système bancaire, pour éviter un retrait massif des dépôts, n'a fait qu'aggraver la situation. Le résultat de toute cette opération de sauvetage du système bancaire chypriote fut que les dépôts d'au-delà de 100.000 euros furent lourdement taxés. Ce qui crée un précédent et peut provoquer des paniques en cas de crise dans d'autres pays de la zone euro. Mais, pour le moment, la situation globale dans la zone euro est relativement calme. Car à la fin juillet 2012, Mario Draghi, le Gouverneur de la BCE, a dit être prêt « à tout faire » pour sauver l'euro. Mais, avant de parler de cette politique de la BCE, jetons un coup d'œil au cas de l'Irlande.

Car, il convient de comprendre que l'Irlande est un cas à part. En effet, ce pays dispose d'un excédent commercial considérable. Il fait, donc, partie des pays excédentaires de la zone euro. Cet excédent étant le résultat du fait que ce pays pratique un taux d'impôt sur les sociétés de 12,5%, tandis que les autres pays de la CE ont pratiqué un impôt se situant en moyenne à 33%. Depuis l'apparition de la crise du crédit, le 9 août 2007, nous assistons à une baisse moyenne de cet impôt. Mais, parmi les anciens membres de la zone euro, l'Irlande est le pays dont l'impôt sur les sociétés a été le plus bas. De sorte que grâce à cet impôt, beaucoup d'entreprises nord-américaines se sont implantées dans ce pays pour payer moins d'impôts. C'est donc grâce à cette concurrence déloyale que l'Irlande est un pays excédentaire.

De plus, ce pays a fait partie des grands bénéficiaires des fonds européens, pendant la période 1986-2006. Comme ce fut le cas des autres pays membres de cet espace – comme la Grèce, le Portugal et l'Espagne –, l'année 2007, fut une année de transition. Ce fut, donc, en 2008 que la crise du surendettement a commencé dans ce pays. En effet, début octobre 2008 le gouvernement de ce pays a pris la décision de garantir les dépôts et les investissements des banques à 100% - ce qui ne s'est jamais fait et ne peut pas se faire, pour des raisons simplement prudentielles –, ce qui va conduire – étant donné le niveau de l'investissement de ces banques, aussi bien dans le crédit de l'immobilier national, comme dans les actifs liés aux subprimes américaines – à la faillite de son système bancaire. C'est pour cette raison que l'Irlande va demander l'aide de l'Europe et du FMI. Mais, indépendamment de cette dette, il convient de savoir que l'Irlande est un pays très concurrentiel. Ce qui n'est pas le cas du Portugal, de la Grèce ou de l'Espagne.

En effet, si nous comparons le cas de l'Irlande (4,5 millions d'habitants), avec le Portugal (10,5 millions d'habitants) nous nous rendons compte qu'en 2012, la valeur des exportations de l'Irlande fut de 113,6 milliards de dollars, tandis que la valeur des exportations du Portugal fut, cette année-là, de 57,8 milliards de dollars. De plus, en 2011, l'Irlande a eu un excédent commercial de 60,7 milliards de dollars tandis que le Portugal a connu cette année là, un déficit de 21,2 milliards de dollars. (Voir : Wikipédia, WTO Datta).

Ceci montre, donc, jusqu'à quel point l'Irlande est un cas à part, pour ce qui du problème du surendettement. Puisque, en réalité, grâce à la concurrence déloyale – concernant l'impôt sur les sociétés, dont nous venons de parler -, ce pays-là, est la troisième économie la plus excédentaire de la zone euro – selon la balance commerciale -, après l'Allemagne et la Hollande. Par contre, si nous suivons le balance des comptes courants, pour 2011, nous nous rendons compte que les pays excédentaires de la zone euro sont : l'Allemagne, avec 208,1 milliards de dollars ; la Hollande, avec 70,9 milliards de dollars ; l'Autriche, avec 12 milliards de dollars ; le Luxembourg, avec 11,9 milliards de dollars ; la Belgique, avec 4,7 milliards et l'Irlande, avec 1,4 milliards de dollars.

Pour ce qui est de l'émission monétaire au sein des pays de la zone euro, il est clair que c'est cette balance qui compte. Quoi qu'il convient de savoir que les pays excédentaires n'emploient pas toutes leurs réserves pour émettre des euros. Car une partie est conservée en dollars. C'est notamment le cas de l'Allemagne qui détient actuellement 227,5 milliards de dollars en réserves et la Hollande qui possède 49,2 milliards de dollars en réserves.

D'une manière générale, nous savons que la base monétaire de la zone euro, n'a pas augmenté d'une manière considérable. Elle fut de 613,5 milliards au début 2002. Puis, elle s'est élevée à 864 milliards fin 2011 et de 896,35 milliards fin mars 2013. (Voir, Wikipédia : Billets de Banque en euros). Ce qui montre clairement que le système de la monnaie unique est un ordre qui ne produit pas beaucoup de monnaie et qui, selon la logique de son fonctionnement, ne peut pas produire l'inflation. Le seul pays, au sein de cet ordre, qui produit de la monnaie, d'une manière significative, est l'Allemagne. Car, c'est le pays le plus excédentaire selon ses comptes courants. De sorte que ce pays non seulement absorbe la monnaie des

pays déficitaires, mais, en plus, il a la possibilité de produire de la monnaie d'une manière significative. Ce que lui permet de fonctionner en surabondance relative de monnaie et de crédit.

Mais, il convient de comprendre que ce phénomène est le résultat d'une cause extérieure à la monnaie, mais qui s'est développée grâce à la logique même de ce système monétaire. En effet, on n'a qu'à regarder la position géographique de l'Allemagne, poste réunification, pour comprendre qu'elle possède des frontières à l'est, avec un ensemble de pays dont la profondeur est considérable. De plus, les pays dit de la PECO – de l'Europe Centrale et Orientale – sont des réalités qui ont une main d'œuvre abondante et très bon marché. Ce qui va permettre à l'Allemagne de développer des « activités d'externalisation (*out-sourcing*), c'est-à-dire importations depuis des pays à bas salaires ». (L'Euro, Jean-Pierre Vesperini, Dalloz, 2013, p. 45).

Pour le moment, ce qu'il faut comprendre, c'est que cette activité est dite aussi de sous-traitance. Et, elle est sensée se développer dans un « hinterland » (arrière pays), où la main d'œuvre est bon marché. Ce terme est utilisé en anglais et apparaît en français en 1894, selon Wikipédia. Donc, « hinterland » est un terme allemand – de « hinter » derrière et « land » terre, pays – qui désigne un espace frontalier, où se développe une activité économique importante. A ce niveau là, nous pouvons dire que la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie en font partie, depuis l'intégration de la RDA par la RFA. Ce qui veut dire concrètement que depuis 1999-2000, l'Allemagne pratique la sous-traitance dans ces pays, car la main d'œuvre y est bon marché. Ce phénomène va se développer surtout à partir de mai 2004, avec l'intégration des pays de l'est (de la PECO) dans la Communauté Européenne. Certes, la Réforme Schröder (2003 et 2005) a contribué à réduire les coups de production dans les secteurs des services, car le but de ces réformes fut la réduction du salaire minimal et la diminution des subventions sociales. Mais, cette politique a eu peu d'effets dans le secteur de la grande industrie où les syndicats jouent un rôle très important.

De sorte que c'est la « hinterlandisation », la pratique de la sous-traitance, qui va jouer un rôle très important dans le développement de la capacité concurrentielle de l'Allemagne. De plus, il s'agit de comprendre que la sous-traitance est la nouvelle forme de division internationale du travail. Elle fut développée à partir des années

soixante dix, du XXème siècle, par Airbus et est actuellement employée par son concurrent Boeing. Mais, c'est surtout l'Allemagne moderne qui a développé cette forme de division internationale du travail, dans sa forme la plus accomplie. C'est ainsi que fin 2011, les 80% des parts de la Porsche Cayenne étaient produits en Slovaquie. Le tout étant monté à Leipzig dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Cette politique de sous-traitance, dans les pays de la PECO, explique le fait que l'Allemagne soit depuis 2009, le pays le plus excédentaire du monde. Rappelons qu'en 2011, l'excédent allemand fut de 200 milliards de dollars, tandis que celui de la Chine fut de 155 milliards de dollars. Or, cette année là, la valeur des exportations chinoises fut de 2.000 milliards de dollars, tandis que les exportations allemandes furent de 1.492 milliards de dollars.

Il convient, en tout cas, de ne pas confondre la sous-traitance, avec les délocalisations. Si nous restons dans l'exemple de l'industrie de la voiture, nous pouvons dire que la Porsche sous-traite la partie principale de sa production en Slovaquie, tandis que Renault délocalise la production de Dacia en Roumanie ; qu'elle tend à importer en France. On peut dire la même chose dans le cas d'Apple qui délocalise sa production en Chine. La différence étant, entre la France et les États-Unis, que ces derniers peuvent avoir tous les déficits possibles, car ils détiennent le privilège d'émettre la monnaie internationale. C'est ainsi qu'en 2011, les États-Unis ont eu un déficit commercial de 784,7 milliards de dollars, tandis que la France a eu cette année là, un déficit de 117,6 milliards de dollars. Ce qui est une catastrophe pour la France, mais ne présente, pour ainsi dire, aucun problème pour les États-Unis, comme nous l'avons expliqué plus haut.

Ceci dit, revenons au problème de la zone euro. Plus précisément au phénomène des excédents allemands. Ce qui montre clairement que ces excédents sont le résultat de la hinterlandisation – de l'exploitation de la main d'œuvre bon marché de ces pays -, de ses voisines de l'est. En effet, on ne peut pas comprendre la grande capacité concurrentielle de l'Allemagne, si on ne tient pas compte du support économique de ces pays. De là, l'importance du hinterland économique. Ce que nous constatons aussi dans le cas de Hong-Kong. Car, en 2012, la valeur des exportations de Hong-Kong fut de 439 milliards de dollars. Presque autant que la Grande Bretagne, avec une valeur d'exportations pour la même année de 481 milliards de dollars. Mais, il est clair qu'on ne peut pas comprendre la capacité

exportatrice de Hong-Kong, si on ne tient pas compte de son hinterland qui ne se limite pas à la province chinoise de Canton.

A ce propos, il convient de rappeler, qu'à l'époque classique, la capacité productive d'un pays dépendait de ses propres forces productives. Ce qui n'est plus le cas actuellement, surtout dans le cas d'une économie qui emploie la sous-traitance à une échelle aussi importante que l'économie allemande. Donc, d'une puissance économique comme l'Allemagne qui dispose d'un hinterland économique aussi vaste qui n'est pas constitué uniquement de la Pologne, de la Tchéquie et de la Slovaquie, mais qui comprend aussi les pays Baltes, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie. Par contre, si nous regardons la position géographique de la France, nous constatons qu'elle est entourée de pays qui ont des niveaux de salaires très élevés, comme l'Allemagne elle-même, la Suisse, le Luxembourg, la Belgique, l'Italie et l'Espagne. C'est la raison pour laquelle, à partir du moment où le processus de hinterlandisation de l'économie allemande commence à se produire (en 1999), nous allons assister à une montée en puissance de cette économie et à un déclin de l'économie française.

Comme nous l'avons signalé plus haut, la balance commerciale entre la France et l'Allemagne est à ce niveau-là très significatif. Rappelons qu'en 1989, le déficit de la France, par rapport à l'Allemagne, fut de 48 milliards de FF ; tandis qu'en 1998, la France s'est trouvée avec un excédent commercial de 52 milliards de FF. Par la suite, nous allons assister à un renversement de ce rapport, avec un déficit de 30,6 milliards de FF (4,4 milliards d'euros) en 2004 : l'année de l'intégration des pays de la PECO dans la CE. Enfin, en 2011 le déficit commercial de la France, par rapport à l'Allemagne, fut de 107,25 milliards de FF, c'est-à-dire 16,5 milliards d'euros.

Par conséquent, à partir de la logique de ce processus et compte tenu de la logique du système de la monnaie unique, que nous avons exposé plus haut, il est clair que l'Allemagne ne peut qu'avoir des excédents considérables – c'est précisément ce que nous constatons – et, par là même, une surabondance relative de monnaie et de crédit. Ce qui est justement le contraire de ce que nous constatons dans les pays du sud de l'espace de l'euro.

Or, comme nous l'avons expliqué plus haut, la crise du surendettement des pays du sud de la zone euro va commencer à se manifester, en octobre 2009, lorsqu'on a su que le déficit budgétaire de la Grèce allait être plus important de ce qu'il avait été annoncé. Ce qui va conduire au développement des politiques d'austérité. Plus précisément, de réduction des dépenses publiques, diminution des salaires et des pensions, et augmentation des prélèvements publics. A aucun moment, les pouvoirs dominants – ce qu'on va appeler par la suite la Troïka : la Commission Européenne, la BCE et le FMI –, ont parlé des subventions européennes – qui avaient fait de ces pays des véritables sociétés de consommation –, et encore moins du phénomène de la rareté de monnaie et de crédit dans laquelle s'enfonçaient ces pays. On a plutôt parlé du fait que ces pays avaient emprunté beaucoup d'argent aux pays du nord et qu'ils avaient un niveau de consommation très élevé. De là, la nécessité d'imposer des politiques d'austérité. Si nous prenons le cas de la Grèce, nous constatons que cette politique d'austérité a provoqué depuis lors un taux officiel de chômage chez les moins de 25 ans, de 64,2% et de 27% pour l'ensemble de la population. Nous constatons le même phénomène du côté de l'Espagne. Et surtout, actuellement, on commence à parler de la rareté de monnaie et de crédit dont souffrent ces pays, mais on n'a pas encore fait le rapport avec la logique du système de la monnaie unique. Car, ces pays ont une balance commerciale déficitaire. C'est ainsi qu'en 2011, l'Espagne a eu un déficit de 64,8 milliards d'euros ; la Grèce un déficit de 27,7 milliards d'euros et le Portugal un déficit de 21,2 milliards d'euros. Certes, le déficit de ces pays tend à se réduire grâce à la contraction brutale de la demande globale. Mais, malgré la réduction des salaires – produit de ce qu'on appelle la dévaluation interne, en opposition à la dévaluation compétitive qu'ils ne peuvent pas pratiquer, à cause de la monnaie unique – ces pays ne peuvent pas attirer des investissements de la puissance centrale : de l'Allemagne. Et ceci, pour la simple raison que leurs salaires sont trop élevés par rapport à ceux des pays de l'est.

Par exemple, en Grèce depuis le 28 avril 2013, le salaire minimum des moins de 25 ans, est de 427 euros et les salaires de base des plus âgés, est de 490 euros. Ce qui veut dire concrètement que ce pays a un niveau de salaire encore trop élevé. Mais, il se trouve logiquement dans le processus de la hinterlandisation, que nous regarderons par la suite. Pour le moment, jetons un coup d'œil sur la politique

hétérodoxe de la BCE. En effet, au 2^{ème} trimestre de l'année 2012, on a pu constater la dégradation de la dette de l'Espagne et de l'Italie. Ce qui mettait en danger l'existence même de la monnaie unique. Car, nous avons affaire, dans ces cas, avec la troisième et la quatrième économie la plus importante de la zone euro. Par conséquent, le taux de rémunération de la dette de ces pays devenait insoutenable. C'est la raison pour laquelle le gouverneur de la BCE dira le 26 juillet 2012 qu'il était prêt à faire le nécessaire pour éviter la dislocation de l'euro. Puis, par la suite, le 6 septembre 2012, il va lancer les célèbres OMT : le projet de transactions monétaires directes. Plus précisément, l'achat massif de la dette de ces pays sur le marché secondaire. Bien évidemment, la BCE va poser des conditions, en vue de cet engagement.

Très concrètement, les pays en question devront demander cette aide, tout en s'engageant à assumer un programme très strict d'austérité et de restructuration sociale. C'est-à-dire de réduction des dépenses sociales, de diminution des salaires, d'augmentation de la fiscalité et de compression de la fonction publique. De plus, les obligations qui seraient achetées devaient être celles des bons à court terme : de un an à trois ans. Cette menace ne fut pas mise, jusqu'à présent, à exécution. Mais, elle a permis, depuis lors, une réduction de la tension sur le marché de la dette publique de ces pays. Par conséquent, une diminution de la prime de risque entre le taux à dix ans de ces pays et le taux à dix ans du Trésor public allemand.

Mais, depuis quelques mois, le Président de la Bundesbank, Jens Weidmann, conteste cette politique, car il pense que ce projet ne peut qu'outrepasser la lettre et l'esprit des statuts de la BCE. En effet, une telle politique ne peut que provoquer l'émission massive de billets de banque par la BCE. Ce qui est contraire aux règles, comme nous l'avons souligné. En tout cas, Weidmann a posé à la Cour Constitutionnelle allemande, siégeant à Karlsruhe, la question de savoir si cette politique dite du « bazooka », est conforme à ses textes de bases. La réponse, d'après ce qu'il semble, devrait arriver fin septembre, après les élections allemandes. Mais, tout laisse penser que la réponse ne peut qu'être négative, car l'Article 16 des Statuts et le 105 A du Traité explique bien que le Conseil de Gouverneurs est le seul habilité à autoriser l'émission des billets de banque dans la Communauté. Par conséquent, elle ne peut pas émettre de la monnaie. Ce qui veut dire que si la réponse est négative, on devrait s'orienter vers la consolidation de la logique de ce

système, tandis que si elle est positive, on devrait connaître le dépassement de la logique de ce système.

En ce qui concerne la logique du système, de la monnaie unique, nous avons vu que son développement ne peut conduire qu'à la hinterlandisation de l'Europe méditerranéenne et à la consolidation de la puissance économique allemande. C'est précisément ce qu'on appelle la voie du IVème Reich. Ce qui veut dire qu'au sein de ce système, les pays de l'Europe méditerranéenne devront concurrencer les pays de la PECO pour les investissements de sous-traitance. Tandis que dans le cas contraire, nous devons assister à la dissolution du système de la monnaie unique et au retour des monnaies nationales. Mais, ce processus du retour aux monnaies nationales ne pourrait se produire, soit d'une manière chaotique, soit d'une manière ordonnée. La voie chaotique impliquerait la sortie désordonnée du système de l'euro, tandis que la voie ordonnée pourrait être la conséquence soit d'une décision consensuelle des principaux membres de la Communauté, soit le résultat d'une politique agressive d'expansion quantitative du côté de la BCE. Ce qui pourrait donner à chaque pays membre de cet espace monétaire – compris les pays du F-CFA – la possibilité de revenir à leur propre monnaie ou de créer une nouvelle monnaie.

Jean-Pierre Vesperini, dans le texte que nous avons cité plus haut, nous dit, en relation à cette problématique que : « Le processus de destruction des économies européennes est directement le résultat de l'abandon de souveraineté monétaire auquel ont consenti les États qui ont adhéré à l'euro. C'est cet abandon qui explique qu'ils aient dû supporter et supportent des taux de change et des taux d'intérêt complètement inadaptés à leur situation ». (p. 209). Puis, il ajoute : « Ainsi, contrairement à ce que nous promettaient ses nombreux et ardents thuriféraires, l'euro s'avère être un désastre. L'euro a été une erreur pour l'Europe et pour la France. Une erreur qui ne peut se comparer, dans son défaut d'analyse, comme dans ses conséquences, qu'à celle commise par les gouvernements et l'État major français entre les deux guerres et qui conduisit au désastre de juin 1940 ». (p. 210).

4) Pour un devenir autre du monde

Le principe d'égalité est la valeur suprême des temps modernes. Pour l'esprit de la philosophie politique grecque et pour Aristote, le mouvement politique donne naissance au processus qui doit mener à la communauté d'égaux ; à la mise en marche d'une éthique supérieure. Car, il s'agit de comprendre que la politique, selon sa dimension axiologique, ne peut pas être réduite à la loi du plus grand nombre. La loi du plus grand nombre est une condition de la politique, mais n'est pas la condition suffisante. La finalité du politique est, nous dit Aristote, la création d'une communauté d'égaux en vue de bien vivre. Mais, la logique de ce processus fut exprimée de la façon la plus simple par les concepts qui se sont exprimés lors de la Réforme de Clisthène – en 507 avant l'ère chrétienne – selon laquelle il y a un minimum éthique qui mène à la réalisation de ce processus du politique. Et ce minimum éthique nous est donné par le concept de *isothymia*, c'est-à-dire de l'égalité en dignité de tous les êtres humains. Aristote exprime la logique de ce principe d'égalité, lorsqu'il dit, dans la *Métaphysique*, B, que le singulier est ce qui est un numériquement, tandis que l'universel – la dimension générique, en l'occurrence – est ce qui se manifeste en première instance dans toute singularité. Ce qui veut dire concrètement que comme le disaient les latins : Homo homini homo : que l'homme est un homme pour l'homme.

C'est précisément à partir de ce minimum éthique de l'égalité en dignité de tous les êtres humains : hommes, femmes, blancs, noirs, etc., etc. -, que peut se bâtir cette dimension axiologique supérieure qui est le processus du politique. Les idéologues de l'époque immédiatement postérieure à la Révolution française – Cabanis (1757-1808) et Destutt de Tracy (1751-1836), principalement – se sont posés la question de savoir : quel est le logos de l'idée du politique, Donc, du fait de savoir quel est les sens de cette idée qui soutient que la raison peut et doit gouverner l'histoire.

Actuellement, nous savons que ce processus, selon l'esprit de la philosophie politique grecque, est le mouvement qui va de *isothymia* à *isonomia* (l'égalité juridique) et s'accomplit dans *isocratia* : l'égalité devant le pouvoir : la communauté de citoyens. Ce qui veut dire concrètement que le processus du politique n'est pas ce mouvement qui, à travers la loi du plus grand nombre, mène à l'alternance de

castes qui se partagent le pouvoir ; ou, encore moins, à ce processus qui, à travers la loi du plus grand nombre, mène au pré politique : à la reconstruction d'un pouvoir totalitaire. Donc, de la négation du principe d'égalité qui est consubstantiel au processus du politique. En effet, le processus de création d'un État totalitaire – que ce soit à travers une idéologie fasciste, une idéologie communiste, ou une idéologie religieuse -, ne peut être, en lui-même, que le mouvement de la négation du politique lui-même.

Le processus du politique est, dans sa forme première et fondamentale, ce mouvement qui, en se fondant sur l'*isothymia* – sur l'égalité en dignité de tous les membres de la communauté sociale - mène à l'*isonomia* : à l'égalité juridique. Ce qui est le rôle, selon son concept et sa réalité, de l'État de droit. Ce qui veut dire, très concrètement, que l'État de droit crée les conditions non seulement de l'égalité devant le droit civil et le droit pénal, mais aussi devant le droit du travail, tout en veillant à ce que, comme le disait Aristote, la chose publique ne soit pas une source de profit. De là, la nécessité du principe selon lequel, comme le dit l'article 30 de la Deuxième Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, de 1793 : « Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires ; elles ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs ».

Car, comme le souligne Aristote : « Quand ce sont toujours les mêmes qui sont au pouvoir, il en résulte forcément que le reste de la population est frappé d'indignité ». (La Politique, III, 10). Ce qui veut dire, par conséquent, que l'État de droit doit créer les conditions de la mobilité verticale (Karl Mannheim), de l'alternance pure, pour éviter la formation d'une nomenklatura, d'une caste de seigneurs de la chose publique. D'une noblesse d'État, comme le disait Pierre Bourdieu. Ceci montre jusqu'à quel point le discours politique de la modernité a déformé la logique du politique. Car, pour elle, comme nous venons de le souligner, la démocratie est le résultat de la loi du plus grand nombre : du suffrage universel, comme on le dit actuellement. Or, ce processus, sans fondement éthique, peut mener, comme le montrent les différentes expériences de notre moment historique, non seulement à des oligarchies plus ou moins libérales (Cornelius Castoriadis), mais aussi à des dictatures parfaites (Mario Vargas Llosa), voire à un État totalitaire, raciste et génocidaire comme celui d'Adolphe Hitler. La justice ne peut pas être le résultat de la

loi du plus grand nombre. Cette loi ne peut trouver son sens axiologique que si elle rentre dans un processus d'accomplissement politique : la création d'une communauté d'égaux en vue de bien vivre (Aristote).

Or, ce processus social implique, comme nous essayons de le démontrer, un point de départ éthique – la reconnaissance du principe de l'égalité en dignité de tous les membres de la société -, mais aussi un processus axiologique. De là, la nécessité de l'accomplissement de l'égalité juridique (*isonomia*). Ce qui doit mener à l'*isocratia*, à la communauté de citoyens. Car, comme le disait Aristote lui-même : « la justice selon la conception démocratique réside dans l'égalité numérique ». (Ibid, VI, 2). Ce qui veut dire concrètement que la démocratie est une *isocratie*. Mais, le processus du politique ne s'achève pas selon l'esprit de cette pensée, dans l'égalité juridique et politique, mais grâce à la justice contributive et à la justice distributive. Donc, grâce à l'État de justice. Car, l'État de justice est celui qui réalise la justice contributive – suivant le principe de chacun selon ses capacités ; selon ses facultés, nous dit l'article 13 de la Déclaration des droits de 1789 – et la justice distributive, suivant les critères des capacités et des devoirs. Et ceci en vue du nivellement social.

Il est important de rappeler que les mouvements de la Première Internationale (1864-1872) – des marxistes et des anarchistes – ont repris le slogan - de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !- comme étant la plus haute manifestation de la perspective sociale. Ce en quoi, ils ont raison. C'est en tout cas une des grandes idées d'Aristote. Mais, la différence par rapport à ces mouvements est que pour Aristote, la justice contributive et la justice distributive sont la manifestation axiologique de l'accomplissement du politique. Car comme nous l'avons déjà expliqué : l'éthique rationnelle s'objective dans les institutions à travers l'accomplissement de droit, de l'économie et de la politique. Et non pas à travers la négation du droit, de l'économie et de la politique. Or, n'oublions pas que pour Marx – qui fut le véritable maître à penser de la Première Internationale – le processus historique conduit, grâce à ses propres automatismes, au dépassement de l'économie, du droit et du politique. C'est donc par delà l'horizon du droit que surgit pour Marx l'impératif : De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! Par conséquent, c'est dans l'ordre du communisme que se manifeste, pour Marx, l'exigence de la justice contributive et de la justice distributive. Or, dans la logique du

processus politique, telle que nous cherchons à l'expliquer, cette exigence ne peut se manifester que dans l'accomplissement de dimension du politique. C'est la raison pour laquelle nous parlons d'Etat de justice.

Cependant, l'idée de la justice ne se manifeste pas uniquement à travers les sociétés particulières – à travers la *Polis* et les nations -, mais aussi à travers la communauté internationale. Car, il s'agit de bien comprendre que si bien il est vrai qu'il n'y a pas d'existence sans coexistence, il est vrai aussi qu'il n'y a pas de coexistence sans bienveillance mutuelle et sans équité dans les accords. De là, la nécessité, comme l'a très bien vu Kant (1724-1804) de la création d'une communauté des nations, en vue d'instituer les conditions de la paix perpétuelle. Donc, une instance où les conflits peuvent être résolus, grâce à la négociation, avec l'aide des autres. Car, pour résoudre un conflit, entre les nations, il faut un tiers impartial et cette entité ne peut qu'être que le produit des instances internationales. D'ailleurs Aristote avait très bien compris déjà que toute communauté existe en vue de lutter contre les injustices réciproques et pour promouvoir les échanges. Ce n'est que dans une forme supérieure que la communauté des nations peut exister en vue de la solidarité. Mais, en ce qui concerne les échanges, il est clair que comme le disait Aristote, il n'y a pas de vie sociale sans échange ; d'échanges sans égalité et d'égalité sans commune mesure.

De sorte que dans la communauté internationale, l'échange apparaît comme une nécessité. Ainsi, nous dit-il que « quand se développe l'aide que se prêtent les divers pays par l'importation des biens déficitaires et l'exportation des biens en excédent, l'usage de la monnaie s'introduit comme une nécessité ». (I,9). C'est donc le commerce régional qui va introduire la nécessité de l'égalité des chances dans la concurrence internationale. De là, la nécessité d'une commune mesure. Et, depuis le début du commerce à longue distance apparaît l'usage de l'or, comme cette valeur de change universelle. Ce sont les phéniciens qui commencent cette pratique de l'utilisation de l'or selon son poids, dans le commerce à longue distance. Plus précisément, le fait que l'or va être utilisé pour l'échange au niveau international, tandis que l'argent métal va être employé pour les échanges au niveau interne. Simplement que le terme de monnaie – en grec « *nomisma* », de *nomos* droit – est surtout employé pour les échanges au niveau des communautés particulières. Et à

ce niveau là, nous parlons d'argent, car les monnaies particulières étaient frappées en argent métal.

De sorte qu'il convient de faire la différence entre la monnaie d'argent proprement dit – qui circulait au niveau des cités et des nations – et la monnaie or qui servait sur le marché entre les nations. La première est un produit du droit, tandis que la deuxième est la manifestation de la coutume. Pour cette raison, il convient de faire la différence entre la monnaie (nationale) et la méta-monnaie qui est l'or. Lequel circulait selon son poids. En effet, l'or frappé ne devait pas sortir, car il tendait à perdre sa survaleur sur le marché international. De plus, il est important de comprendre que l'or jouait dans ce monde – où le bimétallisme existait -, un rôle de réserve de valeur. Par conséquent, la valeur de l'argent métal était déterminée par l'or. Pour cette raison, l'histoire nous explique qu'à l'époque de l'Empire Romain, comme à l'époque de la civilisation musulmane, le rapport entre l'or et l'argent métal était de 1 pour 11. Puis, à l'époque de la Conquête des Amériques, nous allons assister à une dépréciation de l'argent métal par rapport à l'or. C'est ainsi qu'après la Révolution française, Alexandre von Humboldt parle d'une relation de 1 pour 16.

Tout ceci nous permet de comprendre que l'or était la monnaie universelle, tandis que l'argent métal circulait au niveau des nations et servait pour les échanges au niveau interne. Donc, que l'or servait essentiellement pour les échanges au niveau international. Ceci veut dire, par conséquent qu'à l'époque du bimétallisme, les banques privées – puis, cela sera le rôle des Banques centrales – émettaient du papier soit garanti argent, soit garanti or. Mais, les choses vont changer avec le développement du monométallisme. Donc, de ce qui est convenu d'appeler l'étalon-or anglais.

Comme nous l'avons déjà souligné au début de cette réflexion, le passage du bimétallisme au monométallisme, va donner naissance aux cycles de surproduction au niveau international. Ces cycles vont commencer à se manifester en 1825, comme l'a signalé Marx au journaliste russe Anekov, dans une lettre de décembre 1848. La démonétisation de l'argent métal va provoquer une réduction de la base monétaire internationale. Et c'est cette réduction qui est à la base même des crises de surproduction que Marx a rendu célèbres. Par la suite – après la Première Guerre Mondiale -, la politique de thésaurisation de l'or, du côté de la Réserve Fédérale, va

provoquer le raccourcissement des cycles économiques pendant les années vingt et la grande récession des années trente. Mais, le grand problème de l'époque fut le dépassement de l'étalon-or et l'avènement du règne de l'étalon-dollar. Ce qui va se produire avec la Confiscation Act, du 5 avril 1933. Car, comme nous l'avons expliqué plus haut, l'US dollar sera de *facto* la monnaie de réserve internationale entre 1933 et 1944. Ce qui veut dire que, pendant cette période et pour la première fois, une monnaie nationale va devenir une monnaie internationale. Ce qui va provoquer les crises que nous connaissons depuis lors. Car, avec cet ordre monétaire, nous avons assisté à l'apparition d'un monde asymétrique, où il n'y a plus d'égalité des chances dans la concurrence internationale. Car, les États-Unis se trouvent depuis 1933, non seulement avec la possibilité de pouvoir acheter les biens du monde avec du simple papier, mais aussi avec la possibilité, par là même, de pouvoir déterminer l'économie, le droit et la politique internationaux.

Le problème qui se présente à nous actuellement est : comment sortir de cet état de choses, pour rétablir l'égalité des chances dans la concurrence internationale ? Car, il faut comprendre que la dérive de ce système ne peut que conduire à une banqueroute universelle. A ce niveau là, il faut savoir, par exemple, que depuis la fin des Accords de 1944, en 1971 – qui avait réduit considérablement le siphonage de l'économie internationale par la puissance américaine -, nous avons assisté à une augmentation considérable de dollars en circulation dans le monde, ainsi que des bons du Trésor en réserve sur ce marché international. Pour ce qui est du stock de dollars, il convient de savoir qu'il est passé de 75 milliards de dollars en 1971, à presque 1.200 milliards de dollars actuellement. Puis, de leur côté, les bons du Trésor Américain de 10 et 30 ans, sont passés de 35 milliards en 1971, à presque 8.500 milliards actuellement.

Or, il faut savoir qu'en ce moment – 5 mai 2013 – la valeur réelle du 30 ans – qui est la valeur phare du marché obligataire américain -, tourne autour de 88,50 \$, au lieu de 100 \$. Ce qui veut dire que le système du billet vert s'approche de sa fin. Rappelons que la véritable crise de ce système a commencé le 9 août 2007. Et elle a connu trois phases très précises : 1) La période de la crise des subprimes. 2) Le moment de la reflation du dollar, à partir du 15 juillet 2008. Ce qui correspond, soit dit en passant, à la crise le Lehmann Brothers, selon la lecture officielle de la crise actuelle. 3) La phase de la crise des 30 ans américain (US30Y), qui a commencé en

mars 2009, lorsque cet actif passe nettement en dessous de sa valeur nominale : 100 \$.

En ce qui concerne cette troisième phase, il est très important de rappeler qu'elle va donner naissance, comme nous l'avons souligné plus haut, aux célèbres politiques d'expansion quantitative de la Réserve Fédérale : QE1, QE2, opération Twist et QE4. Mais, depuis mai 2013, nous assistons à nouveau à un affaiblissement du 30 ans. Et ce, malgré la grande contraction du marché de l'or. Car, il faut rappeler que le prix de l'once d'or est passé depuis le 21 janvier 2001 de 352 \$ à 1.921 \$, le 6 septembre 2011. Puis, nous avons assisté à une forte baisse du prix du métal jaune, qui va toucher son point le plus bas le 28 juin 2013, lorsque l'once d'or va se trouver à 1.190 \$.

La montée du prix de l'or fut la conséquence du développement du marché du papier de l'or d'un côté, et l'arrêt de la vente de l'or de la part des banques centrales de l'autre. En effet, les banques centrales des pays riches ont vendu de l'or suite aux Accords de Washington, du 22 septembre 1999. Donc, entre septembre 1999 et septembre 2009. C'est ainsi que la Banque de France a vendu quelques 650 tonnes d'or entre septembre 2004 et septembre 2009. Tout ceci en vue d'éviter la montée du prix de l'or – plus précisément, la remonétisation du métal jaune – et l'effondrement du dollar. C'est l'arrêt de ces ventes, en septembre 2009, puis le développement très significatif de l'ETF (Exchange-traded fund) qui va expliquer la chute du prix de l'or depuis le début de l'année 2013. En effet, le prix de l'once d'or est passé de 1921 \$ le 6 septembre 2011, à 1790 \$ le 5 octobre 2012. Cette phase de baisse fut la conséquence, tout l'indique, du repli du marché des ETF en or. Puis, nous allons assister à une deuxième phase de repli qui va du 5 octobre 2011, où l'once d'or s'est trouvée à 1790 dollars, comme nous venons de l'indiquer, et à 1548 \$, le 12 avril 2013. Par la suite, nous allons assister à la grande baisse du 15 avril 2013, où l'or a perdu 26,1% de sa valeur. Le point le plus bas – qui peut bien être son plancher – a été touché le 28 juin 2013, à 1190 \$.

Ce qui veut dire qu'il y a eu tout d'abord des ventes de ETF, du papier-or, puis par la suite des ventes d'or privées. Les fonds d'investissements « s'étant délestés de 595 tonnes d'or depuis un an », (Le Monde, Éco et Entreprise, 7-8 juillet 2013, p.5). En effet, il y a eu surtout des ventes considérables de ETF par la Réserve

Fédérale, le 15 avril 2013 qui a provoqué cette chute du 15 avril 2013, - de l'équivalent de 500 tonnes d'or -, dont nous venons de parler. Par conséquent, tout indique que la Réserve Fédérale a acheté des ETF pendant la phase de montée, avant le 6 septembre 2011, pour les vendre par la suite, d'une manière massive, le 15 avril 2013.

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne cette chute du prix de l'or, il convient de rappeler que dans la phase de la crise globale que nous traversons, l'opposition principale est celle entre le prix de l'or et la valeur réelle du 30 ans américain (du US30Y). Or, comme nous l'avons souligné plus haut, nous assistons actuellement à un affaiblissement très significatif de la valeur réelle du 30 ans américain qui est en ce moment (7 juillet 2013) à 84,95 \$, au lieu de 100 \$. Rappelons, de plus, que cette faiblesse du 30 ans est la conséquence du fait que l'offre de cette valeur sur le marché international, est plus importante que sa demande. Ce qui oblige la Fed à intervenir, avec la planche à billets, pour éviter l'écroulement de cette valeur, qui est, comme nous l'avons déjà souligné, la valeur phare du système US dollar. Donc, il s'avère clairement que la Fed doit tout faire pour éviter la montée du prix de l'or.

En ce qui concerne le 30 ans américain – qui est avec le 10 ans (US10Y), l'instrument principal des réserves en devises des banques centrales -, il est clair qu'il est plus solide que les obligations des autres pays. En effet, une obligation grecque ou espagnole – libellée en euros -, par exemple, peut perdre sa valeur totale si ces pays se trouvent en faillite. Ce qui ne peut pas être le cas des obligations des États-Unis, car en dernière instance ce pays dispose de la planche à billets et peut toujours rembourser ces obligations, selon leur valeur nominale (100\$) lorsqu'elles arrivent à maturité. Mais, le problème des pays détenteurs de ces réserves, est qu'ils ont besoin de réserves qu'ils puissent vendre, en cas de nécessité, proche de leur valeur nominale. De là que s'il y a une panique sur ce marché, les pays détenteurs de ces réserves peuvent les vendre massivement pour acheter de l'or, qui a été et est la valeur en dernière instance. Car l'or est toujours une valeur précieuse, comme on le dit si bien.

Certes, dans le marché des obligations publiques, on regarde principalement le taux de rémunération. Mais, la valeur réelle est celle qui compte en dernière instance. C'est pour cette raison que cette valeur est comme la loi de la pesanteur,

qui se fait sentir au moment de l'effondrement. Ce n'est donc pas un hasard si la Fed a mis en marche sa politique d'assouplissement quantitatif (QE), lorsque le 30 ans a commencé à s'affaiblir, en mai 2009. Mais le problème actuel, par rapport à cette valeur, est que la Fed a remplacé l'Opération Twist de 85 milliards de dollars par mois, par le QE4 qui n'est que de 45 milliards de dollars par mois. Ce qui veut dire que si la Fed veut éviter la continuité de l'affaiblissement du 30 ans, il faudrait qu'elle double son rythme d'émission. Ce qu'elle ne peut pas faire, pour le moment, car les responsables de l'opinion américaine, tendent à penser que l'émission monétaire est la cause du mal, et qu'il faudrait laisser le marché s'autoréguler.

Mais, le problème est que si bien il est vrai que le marché s'autorégule, il n'est pas moins vrai que nous avons affaire ici à un système asymétrique qui s'autorégule selon sa propre logique : d'une manière asymétrique. Car, comme nous essayons de l'expliquer ici, le marché est la manifestation des besoins que nous avons les uns des autres. Mais, sa régulation ne peut être symétrique que s'il y a égalité des chances : que si les membres de cette communauté sont sur un pied d'égalité. Ce qui n'est pas le cas. Car les États-Unis disposent d'un privilège monétaire exorbitant. C'est la même chose dans le cas du système de l'euro. Ce système ne peut se réguler qu'en favorisant les pays excédentaires, selon les comptes extérieurs – cas particulièrement de l'Allemagne – et au détriment des pays déficitaires. Ce que nous constatons actuellement.

Dans cette réflexion, nous essayons d'expliquer que la cause de la crise globale n'est pas le résultat du système capitaliste, comme on peut le déduire à partir de Karl Marx. Pour nous, le capitalisme veut dire monnaie plus crédit. Le système précapitaliste est un système monétarisé, tandis que le système capitaliste est un système monétarisé, où le crédit permet une utilisation optimale de la monnaie. De sorte que la crise globale que nous connaissons n'est pas une crise capitaliste, mais bien une crise monétaire qui a commencé en 1825, avec le processus de dépassement du bimétallisme et qui va s'aggraver avec la crise de l'étalon-or, entre les deux guerres mondiales, et qui atteint actuellement sa forme la plus élevée, avec la crise du système du billet vert et la crise du système de la monnaie unique européenne.

La régulation englobante ne peut être que le résultat de la convergence de l'étalon-or international avec les monnaies nationales. Certes, dans ces conditions chaque nation pourra réguler ses propres circonstances à travers sa politique de change. Le libre flottement des monnaies devra permettre l'adaptation de chaque nation à la concurrence internationale. Ceci, au sein d'un monde où l'interrelation entre les économies devra être de plus en plus importante grâce à la sous-traitance. Donc, grâce à l'universalité des rapports économiques.

Ceci dit, l'autorégulation des nations en elles-mêmes n'est pas seulement une affaire monétaire et économique. Le nouveau ethos humaniste – à la différence de l'éthos traditionnel véhiculé par les religiosités – produit par la raison politique et par la raison cosmopolitique ne peut que conduire au nivellement des sociétés dans la concorde entre les nations. Le dépassement de l'ordre monétaire international que nous connaissons devrait être rationnellement parlant le produit d'une négociation internationale : d'un Nouveau Bretton Woods, comme on tend à le dire. La crise du billet vert, comme conséquence de l'affaiblissement du 30 ans devrait conduire à cette négociation. Ce qui rendrait les choses plus faciles, pour une transformation de l'ordre monétaire global. Car la raison veut que la valeur universelle (l'or) soit à sa place et que les monnaies particulières (les monnaies juridiques) puissent permettre aux nations de se manifester, en dehors de toute contrainte, dans l'universalité des rapports.

Dans ces conditions, toutes les sociétés, tous les membres de la communauté internationale, pourront disposer d'une politique monétaire, mais aussi d'une politique de change. La politique budgétaire étant plus du domaine réservé aux nations, en vue de créer les conditions de l'accomplissement politique dans le nivellement social. Dans ces conditions, il est clair que la personnalité en charge de la Banque centrale devrait jouer un rôle très important, au sein de la gouvernance des nations. Car dans l'avenir la gestion de la monnaie devrait jouer un rôle de plus en plus important. Ceci d'autant plus que dans ce nouveau monde le système bancaire de dépôt devrait être nationalisé. Car la monnaie fait partie de la chose publique et le crédit devrait être considéré comme un service public, en vue d'éviter, par tous les moyens, des taux usuriers et le surendettement de personnes physiques et morales. Car, le crédit est une manifestation de la vitesse de circulation de l'argent – et non pas de la création monétaire comme le pensent certains -, donc de son

niveau d'efficacité. Et tout ordre social constitué rationnellement doit pouvoir rendre optimale le niveau de l'efficacité de la monnaie.

De plus, il est clair que dans un monde conditionné par l'étalon-or international, les pays excédentaires doivent fonctionner en libre échange, tandis que les pays déficitaires doivent pouvoir pratiquer le protectionnisme, de sorte à éviter le surendettement des nations. En tout cas, comme à l'époque classique du capitalisme, la différence entre le libre échange et le protectionnisme devrait être conditionné par le niveau des réserves or. Ce qui devrait rendre inutiles les institutions comme le FMI et l'OMC qui sont de purs produits du système-dollar et ne peuvent exister que dans un ordre international qui n'est pas capable de s'autoréguler d'une manière englobante. Ce qui devrait être le cas du système de l'étalon-or international. Par contre, il serait nécessaire d'instituer un Conseil de Sécurité Économique International, dont le rôle devrait être de gérer une partie des réserves or du FMI – qui sont actuellement de 2.814 tonnes ; le restant devrait être retourné à ses ayants droits -, en vue d'aider les pays qui peuvent se trouver en difficulté, pour des raisons d'ordre naturel. Car il est impensable que dans ce Nouvel Ordre, les nations les plus fragiles ne puissent pas s'en sortir. En effet, il ne faut pas oublier que dans ce Nouvel Ordre Monétaire International, il n'y aura plus de privilège exorbitant. Ce qui veut dire concrètement que les 1.000 milliards de dollars (Barry Eichengreen, 2011) siphonnés actuellement grâce à ce privilège, par la puissance dominante, seront répartis entre tous les membres de la communauté internationale et particulièrement parmi ceux qui sont au plus bas de l'échelle actuelle.

Le plus grand problème qui reste à résoudre est celui du Conseil de Sécurité, dont l'ordre est le résultat de la Deuxième Guerre Mondiale. Mais, tout permet de penser que l'augmentation des membres permanents, sans droit de veto – tels que l'Allemagne, le Japon, l'Inde, le Brésil, le Mexique, l'Égypte, le Nigéria et l'Afrique du Sud – devrait permettre de sortir de cette impasse, qu'implique l'existence d'un Conseil de Sécurité avec cinq permanents avec des droits de veto. Car, dans un monde situé par delà la grande asymétrie qu' implique le privilège exorbitant, tout accord rationnel, du point de vue éthique, ne peut que se traduire en concorde. Ceci est d'autant plus vrai, que dans un tel contexte, seul peut prévaloir ce qui se rapporte à la raison universelle. Car c'est seulement ainsi que la convention pourra exister en

vue de garantir les droits réciproques, qui est sa raison d'être, comme l'avait signalé Lycophon, le sophiste, de l'époque d'Aristote.

Norman Palma

Paris, 8 juillet 2013-07-18